



Rapport sur la mise en œuvre de l'AEWA pour la période 2012-2014

Le format des rapports sur la mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie pour la période 2012-2014 a été adopté à la 9ème session du Comité permanent (18-19 septembre 2013, Trondheim, Norvège) par Doc StC 9.11. Ce format a été conçu selon le Plan d'action de l'AEWA, le Plan stratégique de l'AEWA 2009-2017 et les résolutions de la Réunion des parties (MOP).

Conformément à l'Article V.1(c) de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, chaque Partie prépare pour chaque session ordinaire de la MOP un rapport national sur la mise en œuvre de l'Accord qu'elle présente au Secrétariat de l'Accord, au plus tard 120 jours avant l'ouverture de la Réunion des Parties. La 6ème Session de la Réunion des Parties (MOP6) aura lieu du 9 au 14 novembre 2015 à Bonn, Allemagne. C'est pourquoi la date limite de remise des rapports nationaux a été fixée au 12 mai 2015.

Les rapports nationaux 2012-2014 pour l'AEWA seront établis et présentés via le Système de rapport en ligne de la Famille de la CMS, qui est un outil de rapport en ligne pour l'ensemble de la famille de la CMS. Le Système de rapport en ligne de la Famille de la CMS a été développé en 2010-2011 par le Centre Mondial de Surveillance de la Conservation de la Nature du PNUE (PNUE-WCMC) en étroite collaboration avec, et sous la direction du Secrétariat du PNUE/AEWA.

Pour toute demande de renseignements, veuillez contacter le Secrétariat du PNUE/AEWA à l'adresse suivante : aewa_national_reporting@unep.de

1. Informations générales

Nom de la Partie contractante soumettant son rapport

> Mali

Date d'entrée en vigueur de l'AEWA pour la Partie contractante

> 01/01/2000

Liste des réserves émises (le cas échéant) par la Partie contractante, lors de la déposition de ses instruments d'adhésion, sur les dispositions de l'Accord ou de son Plan d'action, conformément à l'Article XV de l'AEWA

> Néant

2. Informations institutionnelles

Veuillez actualiser les informations relatives à l'Autorité administrative nationale chargée de l'AEWA, aux points focaux nationaux, à l'interlocuteur national désigné et aux autres collaborateurs pour ce rapport.

Autorité administrative nationale chargée de l'AEWA

Nom complet de l'institution

› Direction Nationale des Eaux et Forêts

Nom et titre du responsable de l'institution

› Biramou SISSOKO

Adresse postale - Rue et numéro

› BP 275- Niamana 00 (223) 223 36 95 / 00 (223) 223 36 97

Boîte postale

› BP 275 Bamako

Code postal

› 00 223

Ville

› Bamako

Pays

› Mali

Téléphone

› 00 (223) 20 23 36 95 / 00 (223) 20 23 36 97

Courriel

› dnef.dnef@yahoo.fr

Site Internet

› dnef.dnef@yahoo.fr

Correspondant national désigné pour les questions ayant trait à l'AEWA

Nom et titre du correspondant national

› Mr. Bourama Niagate, Directeur de la Réserve de Biosphère de la Boucle du Baoulé

Affiliation (organisation, ministère)

› Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (Direction Nationale des Eaux et Forêts)

Adresse postale - Rue et numéro

› ACI 2000 Hamdallaye Rue 30 Porte 415 Tél: 00 223 76 46 14 98/ 20 29 32 17

Boîte postale

› B.P. 275 Bamako

Code postal

› 00 223

Ville

› Bamako

Pays

› Mali

Téléphone

› Work phone: +223 20 29 32 17 / Mobile phone: +223 76 46 14 98; +223 468 26 71

Courriel

› niagate@yahoo.fr

Correspondant national désigné pour les questions ayant trait au Comité technique de l'AEWA

(correspondant TC)

Nom et titre du correspondant TC

› Mr. Bourama Niagate, Directeur de la Réserve de Biosphère de la Boucle du Baoulé

Affiliation (organisation, ministère)

› Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (Direction Nationale des Eaux et Forêts)

Adresse postale - Rue et numéro

› ACI 2000 Hamdallaye Rue 30 Porte 415

Boîte postale

› B.P. 275 Bamako

Code postal

› 00 223

Ville

› Bamako

Pays

› Mali

Téléphone

› Work phone: +223 20 29 32 17 / Mobile phone: +223 76 46 14 98; +223 20 29 32 17

Courriel

› niagate@yahoo.fr

Correspondant national désigné pour les questions relatives à la communication, à l'éducation et à la sensibilisation du public (correspondant CESP)

Nom et titre du correspondant CESP

› Zoumana GOITA, Ingénieur des Eaux et Forêts,

Affiliation (organisation, ministère)

› Direction de la Réserve de Biosphère de la Boucle de Baoulé-Direction Nationale des Eaux et Forêts (Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable)

Adresse postale - Rue et numéro

› ACI 2000 Hamdallaye Rue 30 Porte 415

Boîte postale

› BP 275 Bamako

Code postal

› 00 223

Ville

› Bamako

Pays

› Mali

Téléphone

› 00 223 75 36 70 19/ 20 29 32 17

Courriel

› zou_goita@yahoo.fr

Interlocuteur national désigné chargé de la compilation et la présentation du rapport

national 2012-2014

Veillez sélectionner la réponse appropriée dans la liste ci-dessous.

☒ Le correspondant national a été désigné comme interlocuteur national

Autres personnes ayant contribué au rapport national 2012-2014

Veillez indiquer les noms et les affiliations (institution, organisation) des autres personnes ayant contribué à ce rapport.

Veillez inscrire les noms et affiliations (institution, organisation) des autres collaborateurs pour ce rapport

> Alfousseyni SEMEGA, Point Focal CMS, Direction Nationale des Eaux et Forêts (Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable);

Soumana TIMBO, Point Focal Ramsar;

Bouba FOFANA, Coordinateur du Plan d'Action National et de Gestion des Zones Humides

Statut

3. État des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes

Des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes sont-elles présentes dans votre pays ?

Si vous répondez **par non** à cette question, passez directement au chapitre suivant, le chapitre 4 sur la Conservation des espèces.

Si vous répondez **par l'affirmative** à cette question, veuillez sélectionner dans le menu déroulant ci-dessous uniquement les espèces **non indigènes** qui sont présentes dans votre pays et compléter les informations demandées.

☒ Oui

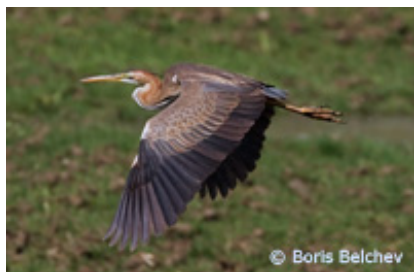
AEWA Espèce - *Ardea purpurea* / Héron pourpre

Nom(s) commun(s) anglais:

Purple Heron

Nom(s) commun(s) français:

Héron pourpre, Héron pourpré



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

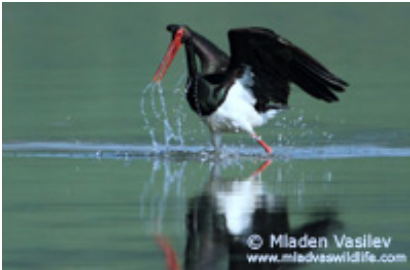
AEWA Espèce - Ciconia nigra / Cigogne noire

Nom(s) commun(s) anglais:

Black Stork

Nom(s) commun(s) français:

Cigogne noire



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

AEWA Espèce - Ciconia episcopus / Cigogne épiscopale

Nom(s) commun(s) anglais:

Woolly-necked Stork

Nom(s) commun(s) français:

Cigogne épiscopale



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Ciconia ciconia / Cigogne blanche

Nom(s) commun(s) anglais:

White Stork

Nom(s) commun(s) français:

Cigogne blanche



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 15 en 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 05

Maximum

> 10

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Bonne

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Précédente estimation de la population

Année

> 507 en 2007

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 45

Maximum

> 75

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Bonne

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ Stable

Qualité des informations sur la tendance

☒ Moyenne

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Etat de l'espèce - Champ pour informations supplémentaires

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur l'état de l'espèce dans votre pays.

> L'espèce est occasionnellement présente dans les régions de Kidal et Tombouctou, à la recherche des criquets migrateurs et d'autres insectes. La dégradation des écosystèmes exploités par l'oiseau perturbe beaucoup sa migration vers notre pays.

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Oui

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Oui

AEWA Espèce - Platalea leucorodia / Spatule blanche

Nom(s) commun(s) anglais:

Eurasian Spoonbill, Spoonbill, White Spoonbill

Nom(s) commun(s) français:

Spatule blanche



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Anas platyrhynchos / Canard colvert

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Mallard, Mallard

Nom(s) commun(s) français:

Canard colvert



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Reproduction

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - Reproduction

Dernière estimation de la population

Aucune information

☒ Aucune information

Précédente estimation de la population

Aucune information

☒ Aucune information

Tendance de la population

Aucune information

☒ Aucune information

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Aucune information

☒ Aucune information

Précédente estimation de la population

Aucune information

☒ Aucune information

Tendance de la population

Aucune information

☒ Aucune information

AEWA Espèce - *Anas acuta* / Canard pilet

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Pintail, Northern Pintail, Pintail

Nom(s) commun(s) français:

Canard pilet, Pilet



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 10.612 en 2007

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 25

Maximum

> 50

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Précédente estimation de la population

Année

> 59.379 en 2006

Minimum

> 55

Maximum

> 125

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En augmentation

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

AEWA Espèce - Anas querquedula / Sarcelle d'été

Nom(s) commun(s) anglais:

Garganey, Garganey Teal

Nom(s) commun(s) français:

Sarcelle d'été



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 2210 en Fvrier 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 50

Maximum

> 150

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs

Précédente estimation de la population

Année

> 226.250 en 2007

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 150

Maximum

> 250

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Etat de l'espèce - Champ pour informations supplémentaires

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur l'état de l'espèce dans votre pays.

> L'espèce est sous pression du braconnage

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

AEWA Espèce - *Anas clypeata* / Canard souchet

Nom(s) commun(s) anglais:

Northern Shoveler, Shoveler

Nom(s) commun(s) français:

Canard souchet, Souchet



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 461 en 2007

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 03

Maximum

> 13.937

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Précédente estimation de la population

Année
> 13.937

Unité de population
☒ Individus

Minimum
> 03

Maximum
> 52

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population
☒ Moyenne

Source d'information
> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Tendance de la population

Tendance de la population
☒ En fluctuation

Source d'information
> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Etat de l'espèce - Champ pour informations supplémentaires

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur l'état de l'espèce dans votre pays.

> Espèce menacée par les pressions sur son espace vital

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?
☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?
☒ Non

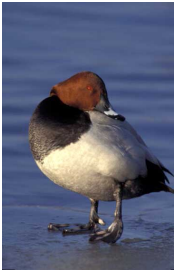
AEWA Espèce - Aythya ferina / Fuligule milouin

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Pochard, Pochard

Nom(s) commun(s) français:

Fuligule milouin



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 250 en 2006

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 25

Maximum

> 75

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Précédente estimation de la population

Année

> 2006

Unité de population

☒ Individus

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En déclin

Qualité des informations sur la tendance

☒ Médiocre

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Etat de l'espèce - Champ pour informations supplémentaires

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur l'état de l'espèce dans votre pays.

> L'espèce est menacée puisqu'elle n'est pas observée de 2007 à 2015

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

AEWA Espèce - Aythya nyroca / Fuligule nyroca

Nom(s) commun(s) anglais:

Ferruginous Duck, Ferruginous Pochard, White-eyed Pochard

Nom(s) commun(s) français:

Fuligule nyroca



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 15.066 en2007

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 45

Maximum

> 75

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

> ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Précédente estimation de la population

Année

› 13.590 en 2006

Unité de population

☒ Individus

Minimum

› 35

Maximum

› 65

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

› ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Qualité des informations sur la tendance

☒ Moyenne

Source d'information

› ONCFS: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali) Janvier 2007

Etat de l'espèce - Champ pour informations supplémentaires

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur l'état de l'espèce dans votre pays.

› L'espèce se fait rare ces dernières années pour des causes que nous ignorons, certainement dû à la perturbation des écosystèmes d'accueil

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

AEWA Espèce - Aythya fuligula / Fuligule morillon

Nom(s) commun(s) anglais:

Tufted Duck

Nom(s) commun(s) français:

Fuligule morillon



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Précédente estimation de la population

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

- ☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

- ☒ Localisé

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

- ☒ Localisé

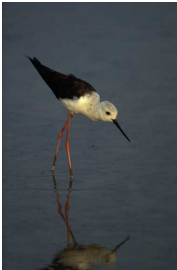
AEWA Espèce - Himantopus himantopus / Echasse blanche

Nom(s) commun(s) anglais:

Black-winged Stilt

Nom(s) commun(s) français:

Echasse blanche, Échasse blanche



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 7216 en Février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 42

Maximum

> 3685

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus échappés de collections

Qualité des données sur la population

☒ Bonne

Source d'information

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ Stable

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - Recurvirostra avosetta / Avocette élégante

Nom(s) commun(s) anglais:

Avocet, Pied Avocet

Nom(s) commun(s) français:

Avocette élégante



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

AEWA Espèce - Glareola pratincola / Glaréole à collier

Nom(s) commun(s) anglais:

Collared Pratincole

Nom(s) commun(s) français:

Glaréole à collier



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Glareola cinerea / Glaréole grise

Nom(s) commun(s) anglais:

Grey Pratincole

Nom(s) commun(s) français:

Glaréole grise



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Charadrius hiaticula / Grand Gravelot

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Ringed Plover, Ringed Plover

Nom(s) commun(s) français:

Grand Gravelot, Grande Gravelot, Pluvier grand-gravelot



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Charadrius dubius / Petit Gravelot

Nom(s) commun(s) anglais:

Little Ringed Plover

Nom(s) commun(s) français:

Petit Gravelot, Pluvier petit-gravelot



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Charadrius forbesi / Pluvier de Forbes

Nom(s) commun(s) anglais:

Forbes's Plover

Nom(s) commun(s) français:

Pluvier de Forbes



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Charadrius alexandrinus / Gravelot à collier interrompu

Nom(s) commun(s) anglais:

Kentish Plover, Snowy Plover

Nom(s) commun(s) français:

Gravelot à collier interrompu, Pluvier à collier interrompu



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Gallinago media / Bécassine double

Nom(s) commun(s) anglais:

Great Snipe

Nom(s) commun(s) français:

Bécassine double



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Gallinago gallinago / Bécassine des marais

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Snipe, Snipe

Nom(s) commun(s) français:

Bécassine des marais



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - *Lymnocyptes minimus* / Bécassine sourde

Nom(s) commun(s) anglais:

Jack Snipe

Nom(s) commun(s) français:

Bécassine sourde



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Limosa limosa / Barge à queue noire

Nom(s) commun(s) anglais:

Black-tailed Godwit

Nom(s) commun(s) français:

Barge à queue noire, Barge à queue noire



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 1592 en mars 2015

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 30

Maximum

> 150

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

> DNEF.PDD-DIN:Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de

Précédente estimation de la population

Année

› 9084 en février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

› 01

Maximum

› 200

Qualité des données sur la population

☒ Bonne

Source d'information

› DNEF.PDD-DIN:Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Qualité des informations sur la tendance

☒ Moyenne

Source d'information

› Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Etat de l'espèce - Champ pour informations supplémentaires

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur l'état de l'espèce dans votre pays.

› L'espèce est menacée par les facteurs cités pour toutes les espèces migratrices dont notamment le braconnage, le changement climatique et l'occupation de l'espace vital de l'oiseau par les hommes et le bétail domestique

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

AEWA Espèce - Numenius arquata / Courlis cendré

Nom(s) commun(s) anglais:

Curlew, Eurasian Curlew

Nom(s) commun(s) français:

Courlis cendré



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 114 en Février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 08

Maximum

> 57

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus échappés de collections

Qualité des données sur la population

☒ Médiocre

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Tendance de la population

Qualité des informations sur la tendance

☒ Médiocre

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

☒ Dommage subi par des habitats naturels ou semi-naturels

Quels types d'habitats ont été touchés ?

> Les graminées dans son écosystème de parcours

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Localisé

AEWA Espèce - Tringa erythropus / Chevalier arlequin

Nom(s) commun(s) anglais:

Spotted Redshank

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier arlequin



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 995 en mars 2015

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 35

Maximum

> 185

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Médiocre

Source d'information

> Bouba FOFANA: Résultats du dénombrement des oiseaux d'eau dans le Débo-Korientzé 18 au 26 Mars 2015

Précédente estimation de la population

Année

› 2274 en février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

› 23

Maximum

› 287

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Source d'information

› DNEF/PDD-DIN, Février 2014: Dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger : Résultats du dénombrement des oiseaux d'eau dans les Lacs Débo-Walado-Korientzé et Plaine de Séri

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Qualité des informations sur la tendance

☒ Moyenne

Source d'information

› DNEF/PDD-DIN, Février 2014: Dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger : Résultats du dénombrement des oiseaux d'eau dans les Lacs Débo-Walado-Korientzé et Plaine de Séri

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

AEWA Espèce - Tringa totanus / Chevalier gambette

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Redshank, Redshank

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier gambette



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 14 en Février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 02

Maximum

> 07

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Médiocre

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En déclin

Qualité des informations sur la tendance

☒ Médiocre

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins

☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - Tringa stagnatilis / Chevalier stagnatile

Nom(s) commun(s) anglais:

Marsh Sandpiper

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier stagnatile



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 162 en Février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 04

Maximum

> 81

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus échappés de collections

Qualité des données sur la population

☒ Médiocre

Source d'information

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En déclin

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - *Tringa nebularia* / Chevalier aboyeur

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Greenshank, Greenshank

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier aboyeur



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 2456 en Février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 21

Maximum

> 1263

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus échappés de collections

Qualité des données sur la population

☒ Bonne

Source d'information

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - Tringa ochropus / Chevalier cul-blanc

Nom(s) commun(s) anglais:

Green Sandpiper

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier culblanc, Chevalier cul-blanc



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 14 en Février 2014

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 01

Maximum

> 07

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus échappés de collections

Qualité des données sur la population

☒ Médiocre

Source d'information

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Qualité des informations sur la tendance

☒ Médiocre

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - Tringa glareola / Chevalier sylvain

Nom(s) commun(s) anglais:

Wood Sandpiper

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier sylvain



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 1106

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 03

Maximum

> 553

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ Stable

Qualité des informations sur la tendance

☒ Moyenne

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Veillez fournir, si possible, des précisions et des références.

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Seri) - IDS/ Mars 2014

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - Tringa hypoleucos / Chevalier guignette

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Sandpiper

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier guignette



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

AEWA Espèce - Calidris canutus / Bécasseau maubèche

Nom(s) commun(s) anglais:

Knot, Red Knot

Nom(s) commun(s) français:

Bécasseau maubèche, Bécasseau maubèche



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Reproduction

☒ Hors reproduction/ hivernage

AEWA Espèce - Calidris alba / Bécasseau sanderling

Nom(s) commun(s) anglais:

Sanderling

Nom(s) commun(s) français:

Bécasseau sanderling, Bécasseau sanderling



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Reproduction

AEWA Espèce - Calidris minuta / Bécasseau minute

Nom(s) commun(s) anglais:

Little Stint

Nom(s) commun(s) français:

Bécasseau minute



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 7528 en Février 2015

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 40

Maximum

> 3764

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus échappés de collections

Qualité des données sur la population

☒ Bonne

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2015/
Résultats du dénombrement des oiseaux d'eau dans les lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Séri

Aucune information

☒ Aucune information

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En fluctuation

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2015/
Résultats du dénombrement des oiseaux d'eau dans les lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Séri

Aucune information

☒ Aucune information

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - Calidris temmincki / Bécasseau de Temminck

Nom(s) commun(s) anglais:

Temminck's Stint

Nom(s) commun(s) français:

Bécasseau de Temminck



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Reproduction

☒ Hors reproduction/ hivernage

AEWA Espèce - *Calidris alpina* / Bécasseau variable

Nom(s) commun(s) anglais:

Dunlin

Nom(s) commun(s) français:

Bécasseau variable



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Reproduction

☒ Hors reproduction/ hivernage

AEWA Espèce - Calidris ferruginea / Bécasseau cocorli

Nom(s) commun(s) anglais:

Curlew Sandpiper

Nom(s) commun(s) français:

Bécasseau cocorli



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 1110 en Février 2015

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 32

Maximum

> 555

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus échappés de collections

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2015/
Résultats du dénombrement des oiseaux d'eau dans les lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Séri

Aucune information

☒ Aucune information

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ Stable

Qualité des informations sur la tendance

☒ Moyenne

Source d'information

> Rapport de dénombrement des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2015/
Résultats du dénombrement des oiseaux d'eau dans les lacs Débo, Walado, Korientzé et Plaine de Séri

Aucune information

☒ Aucune information

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

Danger réel ou danger potentiel présenté par les espèces non indigènes

Veuillez sélectionner tous les dangers pertinents à partir de la liste ci-dessous.

- ☒ Prédation des oiseaux indigènes, de leurs œufs ou des poussins
- ☒ Dommages subis par des habitats naturels ou semi-naturels
- ☒ Dommages subis par les habitats créés par l'homme ou les cultures

La prédation est-elle une attitude régulièrement observée?

☒ Oui

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

Ce phénomène est-il étendu ou localisé ?

☒ Étendu

AEWA Espèce - Philomachus pugnax / Combattant varié

Nom(s) commun(s) anglais:

Ruff

Nom(s) commun(s) français:

Chevalier combattant, Combattant varié



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

Etat de l'espèce - hors reproduction/ hivernage

Dernière estimation de la population

Année

> 30.674 en 2012

Unité de population

☒ Individus

Minimum

> 50

Maximum

> 70

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Moyenne

Source d'information

> Bouba FOFANA, 2012: Résultats de dénombrement dans les Lacs Débo-Walado et Korientzé (Delta Intérieur

du Niger)

Précédente estimation de la population

Année

› 98.265 en 2007

Unité de population

☒ Individus

Minimum

› 250

Maximum

› 500

Observations occasionnelles

Les deux options peuvent être sélectionnées

☒ Observé de façon occasionnelle, probablement des individus errant de façon naturelle

Qualité des données sur la population

☒ Bonne

Source d'information

› Olivier GIRARD et Jean-Marie BOUTI/ONCFS, Janvier 2007: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali). Rapport de mission au Mali 8-23 janvier 2007

Tendance de la population

Tendance de la population

☒ En augmentation

Qualité des informations sur la tendance

☒ Bonne

Source d'information

› Olivier GIRARD et Jean-Marie BOUTI/ONCFS, Janvier 2007: Dénombrements d'oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger (Mali). Rapport de mission au Mali 8-23 janvier 2007

Aucune information

☒ Aucune information

Statut légal

L'espèce a-t-elle un statut légal ?

☒ Non

Statut de la liste rouge nationale

Cette espèce a-t-elle a statut sur la liste rouge nationale ?

☒ Non

AEWA Espèce - Larus fuscus / Goéland brun

Nom(s) commun(s) anglais:

Lesser Black-backed Gull

Nom(s) commun(s) français:

Goéland brun



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

AEWA Espèce - Larus cirrocephalus / Mouette à tête grise

Nom(s) commun(s) anglais:

Grey-headed Gull

Nom(s) commun(s) français:

Mouette à tête grise



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Etat de l'espèce

Veuillez sélectionner la période, reproduction ou hors reproduction/ hivernage, pour laquelle l'état de la population va être rapporté.

Les deux options peuvent être choisies

☒ Hors reproduction/ hivernage

AEWA Espèce - Larus ridibundus / Mouette rieuse

Nom(s) commun(s) anglais:

Black-headed Gull, Common Black-headed Gull

Nom(s) commun(s) français:

Mouette rieuse



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

AEWA Espèce - Sterna hirundo / Sterne pierregarin

Nom(s) commun(s) anglais:

Common Tern

Nom(s) commun(s) français:

Sterne pierregarin



Confirmation de la présence de l'espèce

Confirmez la présence de cette espèce dans votre pays

☒ Cette espèce est présente dans le pays

Espèces indigènes ou non indigènes

Veuillez indiquer si cette espèce est non indigène de votre pays

☒ Non indigène

Pressions subies et réponses

4. Conservation des espèces

4.1 Mesures légales

1. Veuillez indiquer quels modes de prélèvement sont interdits dans votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b)).

Veuillez sélectionner les modes dans la liste ci-dessous :

- ☒ Collet
- ☒ Gluaux
- ☒ Hameçons
- ☒ Oiseaux vivants utilisés comme appelants aveuglés ou mutilés
- ☒ Enregistreurs et autres appareils électroniques
- ☒ Appareils électrocutant
- ☒ Sources de lumière artificielle
- ☒ Miroirs et autres dispositifs éblouissants
- ☒ Dispositifs pour éclairer les cibles
- ☒ Dispositifs de visée comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique pour tir de nuit
- ☒ Explosifs
- ☒ Filets
- ☒ Pièges-trappes
- ☒ Poison
- ☒ Appâts empoisonnés ou anesthésiants
- ☒ Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches
- ☒ La chasse à partir d'avions, de véhicules à moteur ou de bateaux allant à une vitesse de plus de 5 km/heure (18 km/heure en haute mer)

Veuillez fournir d'autres précisions, notamment la législation concernée.

> La Loi n°95 – 031 du 20 Mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat, dans son Chapitre II: Des moyens et méthodes de chasse et de capture;

Article 11: Sous réserve des dispositions prévues pour la protection des personnes et des biens et la chasse rituelle, les moyens et méthodes de chasse suivants sont interdits dans l'exercice des droits conférés par les titres de chasse.

- l'approche, la poursuite, le rabattage, le tir ou la capture des animaux sauvages en véhicule, dans une embarcation à moteur, en mouvement ou à l'arrêt, ainsi qu'en aéronef;
- l'usage du feu pour la chasse ou la capture des animaux sauvages;
- la chasse de nuit, avec ou sans l'aide de phares, d'engin éclairant ou éblouissant, conçus ou non à des fins de chasse, à l'aide de fusils équipés de lunettes de visées à infrarouge;
- l'emploi d'engin électrique;
- les battues collectives;
- l'usage d'arme capable de tirer plus d'une seule cartouche sous une pression de la détente;
- l'usage de drogues, poisons, armes ou appâts empoisonnés ou de substances radioactives;
- l'usage d'arme à canon rayé de calibre inférieur ou égale à 6,5mm ou de puissance analogue pour le tir d'animaux autres que les oiseaux, les rongeurs et les petits carnivores non protégés;
- l'usage d'arme munie de silencieux;
- l'usage de fusils fixes, d'explosifs, de filets, de pièges, fosses ou enceintes, trébuchets, collets;
- l'usage d'arme et munition de guerre;
- toute embuscade près des points d'eau et des salines sauf pour la chasse aux oiseaux d'eau;
- la chasse au moyen d'appelants et d'appaux;
- l'emploi de chien excepté pour la chasse aux oiseaux et petits rongeurs;
- l'usage de chevrotines pour l'abattage des animaux de grande chasse.

2. Votre pays a-t-il accordé des dérogations aux interdictions citées ci-dessus pour des besoins de subsistance ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b))

☒ Non

3. Des dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA ont-elles été accordées ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.3)

☒ Non

4.2. Plans d'action par espèce

4. Quels sont les Plans d'action internationaux par espèce (PAIPE), destinés aux espèces dont les populations figurent à la Colonne A du Tableau 1, développés ou

reconnus par l'AEWA, qui ont été transposés dans des Plans d'action nationaux par espèce (PANPE) ? (Plan d'action 2.2)

Veillez faire un compte-rendu de chaque PAIPE pertinent à Mali

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Pour le moment il n'y a pas de plans d'action internationaux par espèce (PAIPE) ni pour les Plans d'action nationaux par espèce (PANPE) concernant cette espèce.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Pour le moment il n'y a pas de plans d'action internationaux par espèce (PAIPE) ni pour les Plans d'action nationaux par espèce (PANPE) concernant cette espèce.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Pour le moment il n'y a pas de plans d'action internationaux par espèce (PAIPE) ni pour les Plans d'action nationaux par espèce (PANPE) concernant cette espèce.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Pour le moment il n'y a pas de plans d'action internationaux par espèce (PAIPE) ni pour les Plans d'action nationaux par espèce (PANPE) concernant cette espèce.

5. Votre pays a-t-il en place ou est-il en train d'élaborer un Plan d'action national par espèce pour une espèce/population pour laquelle il n'existe pas d'ISSAP de l'AEWA? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.2.2)

☒ Non

6. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour la préparation des plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux migrateurs ?

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Qu'avez-vous utilisé à la place, lors de la préparation du (des) PANPE ?

> Dans le cadre de l'élaboration du PANPE et en vue d'impliquer tous les acteurs intervenant dans le domaine des zones humides, les espèces migratrices et la Diversité Biologique, nous sommes en concertation avec les Points Focaux des autres conventions telles que Ramsar, Wetlands International, CMS, CDB, UICN, le Coordinateur de la Cellule de Coordination du Plan d'Action National et de Gestion des Zones Humides, le Coordinateurs de PDD-DIN (Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger) et des ONG. Le Plan d'Action une fois élaboré serait soumis à l'AEWA pour approbation. Il est attendu en ce moment les résultats des concertation pour élaborer le PANPE.

4.3 Mesures d'urgence

7. Veillez rapporter toutes les situations d'urgence qui se sont manifestées dans votre pays durant ces trois dernières années et qui ont menacé les oiseaux. (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.3)

Veillez indiquer si une situation d'urgence menaçant les oiseaux d'eau, comme le botulisme, une pollution chimique, un tremblement de terre, des conditions météorologiques extrêmes, un incendie, une efflorescence algale nuisible, une maladie infectieuse, l'introduction d'espèces non indigènes, une intoxication saturnine, un accident nucléaire, des rejets d'hydrocarbures, de la prédation, une activité volcanique, une guerre ou une autre situation d'urgence (veuillez spécifier), s'est produite dans votre pays au cours des trois dernières années.

☒ Aucune situation d'urgence ne s'est produite

8. Existe-il d'autres mesures d'urgence que celles citées ci-dessus, mais développées et mises en place dans votre pays ?

☒ Non

9. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Qu'avez-vous utilisé à la place pour résoudre la situation d'urgence ?

> L'utilisation des lignes directrices n'avait pas été mise en œuvre, ce qui l'explique justement, mais aussi du fait qu'aucune situation d'urgence menaçant les oiseaux d'eau ne s'est jamais produite au niveau du pays.

4.4. Rétablissements

10. Votre pays tient-il un registre national des projets de rétablissement en cours ou dont la réalisation partielle ou intégrale est prévue dans votre pays ? (Résolution 4.4)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› Toutefois, les Points Focaux Nationaux (AEWA, CMS, Ramsar, CDB, et le Coordinateur Plan d'Action et de Gestion des zones humides) et les ONG en concertation feront des réflexions pour l'élaboration du registre de rétablissement.

11. Existe-t-il dans votre pays un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, notamment les oiseaux d'eau (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4) ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions

› Le cadre réglementaire existant au niveau national est la Loi 95-031 du 20 Mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune et de son habitat. Les acteurs impliqués sont la DNEF, les Points Focaux Nationaux (AEWA, CMS, Ramsar, CDB, et le Coordinateur Plan d'Action et de Gestion des zones humides) et les ONG qui en concertation feront des réflexions pour l'élaboration du registre de rétablissement.

12. Votre pays a-t-il envisagé, élaboré ou mis en oeuvre des projets de rétablissement pour des espèces figurant au tableau 1 de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4)

☒ Non

13. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur le transfert d'oiseaux d'eau aux fins de conservation ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quelle orientation de base a été utilisée à la place pour prendre en main cette question ?

› Pour l'instant, aucune orientation n'est en cours pour faire face à cette préoccupation.

4.5. Introductions

14. Votre pays a-t-il une législation en place, interdisant l'introduction d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.1)

☒ Oui, et elle est appliquée

Veuillez indiquer le titre de la législation, son année d'adoption, l'institution qui l'a adoptée, l'institution qui la fait appliquer

› Loi n°95 - 031 du 20 Mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat, article 59 : l'introduction au Mali d'espèces animales sauvages est soumise à l'autorisation préalable du Ministre chargé de la faune (Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable). La Direction Nationale des Eaux et Forêts est la structure qui applique la loi.

L'introduction de certaines espèces au Mali a mis en péril des espèces locales avec les quelles elles n'avaient pas évolué. Les plantes aquatiques envahissantes les plus importantes au Mali sont: la jacinthe d'eau (*Eichornia crassipes*), la fougère d'eau (*Salvania molesta*) et le typha (*Typha australis*). La jacinthe d'eau est devenue une source d'inquiétude grandissante. En couvrant les plans d'eau, elle constitue une menace pour les espèces aquatiques animales et végétales qu'elle asphyxie. Elle constitue le biotope de nombreux organismes aquatiques vecteurs des maladies. Les mares, les infrastructures et les ouvrages de retenus ou d'irrigation situés sur les cours du fleuve Niger sont les plus touchés. Elles représentent aussi une menace pour les plans d'eau du pays, les rizières, la pêche, la navigation et la santé des populations, entraînant ainsi des conséquences socio-économiques graves.

Au regard de cette situation de plus en plus préoccupante et vu les moyens, dont dispose notre pays pour faire face à la prolifération des plantes aquatiques nuisibles dont la lutte nécessite de grands moyens, sept pays membres de la CEDEAO, à savoir le Mali, le Bénin, la Gambie, le Ghana, le Niger, le Nigeria, le Sénégal ainsi que la Mauritanie ont élaboré un projet de gestion intégrée des plantes aquatiques proliférantes en Afrique de l'Ouest.

Par ailleurs, on y rencontre d'autres espèces envahissantes sources d'inquiétudes parmi lesquelles figurent: *Locusta migratoria*, *Quelea quelea*, *Quelea erythropus*.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

› Le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable est l'institution qui l'a adoptée et la Direction Nationale des Eaux et Forêts est la structure qui l'applique.

15. Votre pays a-t-il imposé des exigences législatives aux zoos, aux collections privées, etc., afin d'éviter les évasions accidentelles d'animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.2)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

> Au niveau du Parc National de Bamako ou Parc Zoologique toutes les conditions sont prises éviter justement des cas d'évasions accidentelles.

Au niveau des collections privées le suivi permanent est effectué par la Direction Nationale des Eaux et Forêts en synergie avec le Service Vétérinaire. Les deux services veillent sur toutes les formes de manipulations des oiseaux au niveau des deux entités.

16. Votre pays a-t-il mis en place un Plan d'action national pour les espèces envahissantes (PANEE) (dans le cadre d'AME tels que la CDB, la Convention de Berne et le GISP (Programme mondial sur les espèces envahissantes) ? (Plan stratégique, Objectif 1, Cible 5)

☒ Oui, mais il n'est pas mis en œuvre ou ne l'est pas de façon adéquate

Expliquez-en les raisons

> Après avoir signé et ratifié la CDB le 29 Mars 1995, le Gouvernement du Mali a engagé en 1998 un processus lui permettant de planifier la réponse aux menaces qui pèsent sur la diversité biologique à travers une Stratégie Nationale assortie d'un Plan d'Actions.

Après un diagnostic et une analyse des composantes de la diversité biologique afin de cerner les contraintes réelles et d'avoir une idée objective des potentialités à valoriser, une Stratégie, fût adoptée en Mai 2001. La SNPA-DB résulte d'une démarche participative ayant impliqué les principaux groupes d'intérêt concernés par la gestion de la diversité biologique.

L'introduction de certaines espèces au Mali a mis en péril des espèces locales avec les quelles elles n'avaient pas évolué. Les plantes aquatiques envahissantes les plus importantes au Mali sont: la jacinthe d'eau (*Eichornia crassipes*), la fougère d'eau (*Salvania molesta*) et le typha (*Typha australis*). La jacinthe d'eau est devenue une source d'inquiétude grandissante. En couvrant les plans d'eau, elle constitue une menace pour les espèces aquatiques animales et végétales qu'elle asphyxie. Elle constitue le biotope de nombreux organismes aquatiques vecteurs des maladies. Les mares, les infrastructures et les ouvrages de retenus ou d'irrigation situés sur les cours du fleuve Niger sont les plus touchés. Elles représentent aussi une menace pour les plans d'eau du pays, les rizières, la pêche, la navigation et la santé des populations, entraînant ainsi des conséquences socio-économiques graves.

Au regard de cette situation de plus en plus préoccupantes et vu les moyens , dont dispose notre pays pour faire face à la prolifération des plantes aquatiques nuisibles dont la lutte nécessite de grands moyens, sept pays membres de la CEDEAO, à savoir le Mali, le Benin, la Gambie, le Ghana, le Niger, le Nigeria, le Sénégal ainsi que la Mauritanie ont élaboré un projet de gestion intégrée des plantes aquatiques proliférantes en Afrique de l'Ouest

Cependant la SNPA-DB n'a attribué aux espèces exotiques envahissantes qu'une importance très limitée;

- l'inadéquation du cadre juridique: la faiblesse du dispositif juridique actuel en faveur de la mise en œuvre de la CBD réside très souvent dans sa mise en œuvre pour plusieurs raisons:

1. réalité socio-économique établissant une forte dépendance, de la vie des populations sur les ressources naturelles;
2. sous-développement des services de protection (effectifs, équipements);
3. non maîtrise des textes législatifs et réglementaires;
4. faible capacité des services de contrôle;
5. réglementation relative à l'étude d'impact environnemental.

Les insuffisances les plus marquantes résident aux niveau de:

a). Des difficultés d'application des textes: les textes ont été rédigés à différentes périodes et par des structures appartenant parfois à différents départements. Les caractères sectoriels, les problèmes de capacités organisationnelles des structures et de leur stabilité, l'insuffisance des ressources humaines pour certaines structures notamment au niveau régional et local et le non transfert de la gestion des ressources aux collectivités locales ont rendu difficile l'application correcte des textes.

b). insuffisance de textes appropriés: on note une insuffisance notoire des textes dans la lutte contre les facteurs de dégradation comme:

- la culture et l'exploitation des sols fragiles et les érosions conséquentes;
- la monoculture;
- le surpâturage;
- l'exploitation exagérée des ressources ligneuses pour le bois domestique en particulier;
- les feux de brousse

17. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en oeuvre des programmes de contrôle ou d'éradication des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes afin d'éviter leurs impacts négatifs

sur les espèces indigènes ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.3)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› La loi malienne ne le prévoit pas, et il n'y a pas de programme en vu pour les activités concernées.

18. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces indigènes ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.3 et Résolution 5.15)

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› La loi malienne ne le prévoit pas, et il n'y a pas de programme en vu pour les activités concernées.

19. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs non indigènes ?

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Qu'avez-vous utilisé à la place pour résoudre ce problème ?

› Comme stipulé plus haut la Loi 95-031 du 20 Mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat n'autorise pas l'introduction des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs non indigènes. C'est pourquoi, l'article 152 de la Loi 95-031 du 20 Mars stipule : Quiconque aura fait circuler, vendu, importé, exporté ou fait transiter des animaux sauvages vivants (oiseaux), des trophées, sans y être autorisé sera puni d'une amende de 50.000 à 300.000 F ou d'un emprisonnement de un à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement sans préjudice des dommages et intérêts. En outre, il verra ses produits confisqués.

Pressions subies et réponses

5. Conservation de l'habitat

5.1 Inventaires des habitats

20. Votre pays a-t-il identifié le réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.1.2.) ?

☒ Oui

Veillez fournir des références complètes, telles que titre, année, auteurs, etc. ou un lien Internet
> Dans le cadre de la Convention de Ramsar, le Mali a inscrit suivant la Loi N° 1365 du 01 Février 2004, le Delta Intérieur du Niger (DIN) d'une superficie de 4.11.5000 ha comme site de Ramsar. En 2013, trois autres sites sont identifiés et inscrits.

Au total le Mali dispose d'un réseau important de Sites d'importance internationale et nationale qui fait 4.204.640 ha qui se décomposent ainsi:

- le Delta Intérieur du Niger (DIN): 4.11.5000 ha
- les Plaines de Sourou: 56.500 ha (le 22 Mars 2013);
- le Lac Wegnia: 3.900 ha (le 22 Mars 2013);
- le Lac Magui (région de Kayes): 24.740 (le 22 Mars 2013).

Réf: DNEF 2012-12-21

MEEA/DNEF: Stratégie Nationale et Plans d'Actions pour la Diversité

Biologique, Mali (Révision - 2014) Décembre 2014

21. Si votre pays a identifié ou est en train d'identifier les réseaux de sites d'importance internationale et nationale, avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA relatives à la préparation des inventaires des sites pour les oiseaux d'eau migrateurs?

☒ Oui

Donnez des détails

> l'identification a été faite dans le cadre de la politique de gestion des zones humides et concerne les sites suivants:

- le Delta Intérieur du Niger (DIN): 4.11.5000 ha
- les Plaines de Sourou: 56.500 ha ;
- le Lac Wegnia: 3.900 ha;
- le Lac Magui (région de Kayes): 24.740 ha.

5.2. Conservation des sites

22. Votre pays a-t-il entrepris une évaluation des implications futures du changement climatique pour les aires protégées et les autres sites importants pour les oiseaux d'eau (c'est-à-dire la résistance de ces sites au changement climatique) ? (Résolution 5.13)

Pour un ou plusieurs sites

☒ Oui

Veillez préciser là où les informations sur ces évaluations ont été publiées (publication ou bien lien Internet).

> Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action de la Stratégie Nationale, le Mali se propose de développer les objectifs suivants qui contribuent à la résistance des sites concernés au changement climatique:

Objectif 10: D'ici 2018, au moins 15% de la superficie totale du pays, y

compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique, sont conservés au moyen d'un réseau écologiquement représentatif et bien reliés d'Aires Protégées gérées efficacement

(Résultat 10.1.: le système de gestion des aires protégées est renforcé et bien géré);

(Résultat 10.2.:le système d'aires protégées est étendu à des zones représentatives des différents écosystèmes);

Objectif 11:D'ici 2020, la faune et la flore menacées d'extinction sont connues et des mesures sont prises pour leur préservation et leur

restauration dans des zones identifiées (Résultat 11.1. les zones abritant la faune et la flore sauvages

menacées d'extinction sont inventoriées: Résultat 11.2: les zones d'habitation des espèces menacées

d'extinction sont protégées)

Objectif 14: D'ici 2020, la résilience des écosystèmes est améliorée grâce à des mesures d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique et des mesures de lutte contre la désertification (Résultat 14.1. les capacités d'adaptation et d'atténuation aux effets des changements climatiques sont renforcées).

Pour le réseau national d'aires protégées

☒ Oui

Veuillez préciser là où ces informations ont été publiées (publication ou bien lien Internet).

> MEEA/DNEF: Stratégie Nationale et Plans d'Actions pour la Diversité

Biologique, Mali (Révision - 2014) Décembre 2014

23. Quels sites ayant été identifiés comme importants, au niveau international ou national, pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1, ont été désignés comme aires protégées dans le cadre de la législation nationale et ont des plans de gestion qui sont mis en œuvre, notamment dans le but de renforcer la résistance aux effets du changement climatique ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.2.1, Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 1, Cible 1.2)

Veuillez rapporter séparément les informations sur les sites d'importance internationale, les sites d'importance nationale et les zones tampons.

☒ Rapport sur la désignation et la gestion des sites d'importance internationale

☒ Rapport sur la désignation et la gestion des sites d'importance nationale

☒ Communication d'informations sur l'établissement de zones tampons autour des sites d'oiseaux d'eau (en tant qu'approche pour maintenir ou renforcer la résistance des réseaux écologiques, notamment la résistance au changement climatique)

Tous les sites d'importance internationale

Nombre total

> 04

Superficie totale (ha)

> 4204640

Du total susmentionné : nombre de sites protégés

> 0

Du total susmentionné : superficie protégée (ha)

> 0

Nombre de sites protégés couverts par des plans de gestion en place et mis en œuvre

> 0

Superficie protégée (en ha) couverte par des plans de gestion qui sont mis en œuvre

> 0

Tous les sites d'importance nationale

Nombre total

> 04

Superficie totale (ha)

> 4204640

Du total susmentionné : nombre de sites protégés

> 0

Du total susmentionné : superficie protégée (ha)

> 0

Nombre de sites protégés couverts par des plans de gestion en place et mis en œuvre

> 0

Superficie protégée (en ha) couverte par des plans de gestion qui sont mis en œuvre

> 0

Votre pays a-t-il identifié autour de quels sites d'importance nationale ou internationale il est nécessaire de mettre en place des zones tampons afin de maintenir ou de renforcer la résistance ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons

> Les zones humides d'importance internationale au Mali sont au nombre de quatre (04) d'une superficie totale de 4.204.640 ha. Ces sites

Exemples de meilleures pratiques (facultatif)

Si certains sites offrent selon vous un exemple remarquable de processus de planification de la gestion ou de mise en œuvre des plans, veuillez l'indiquer en tant qu'exemple de meilleures pratiques (vous pouvez aussi fournir un lien vers une source Internet ou joindre un document)

> Sur le rapport du ministre de l'Energie et de l'Eau, le Conseil des Ministres a adopté :

1. Un projet de décret portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau (SDAGE) du Bassin du Sourou :

Le Sourou, dans sa configuration hydrographique d'ensemble, est un affluent du cours d'eau Mouhoun du Burkina Faso. Il arrose un territoire d'environ 30.648 Km² dont 49,78% pour le Burkina Faso et 50,22% pour le Mali. La partie malienne accueille plus de 600.000 habitants des communes des cercles de Bankass, Koro et Douentza dans la région de Mopti.

La demande en eau du bassin du Sourou, estimée à 141 millions de m³ en 2010, atteindra 206 millions de m³ en 2035.

Le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau (SDAGE) du Bassin du Sourou a été élaboré en vue de faire face à cette demande.

Il vise à l'horizon 2035 à inverser les tendances négatives actuelles afin de garantir un avenir fondé sur une exploitation durable et bénéfique des potentialités naturelles du bassin de Sourou, dans le contexte de changements climatiques, au bénéfice des générations actuelles et futures.

Il constitue un outil à partir duquel, des programmes et projets peuvent être bâtis afin de renforcer la bonne gouvernance en matière d'eau, le développement économique, la protection et la gestion durable des ressources naturelles et de tous les écosystèmes qui y sont associés.

Le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau est axé autour d'un certain nombre d'orientations fondamentales :

- l'organisation de la lutte contre le déficit en eau potable et contre les maladies d'origine hydrique, pour tous les villages de toutes les communes du bassin ;
- l'amélioration de la connaissance et la mobilisation des ressources en eau du bassin en faveur des activités économiques en général et agro-sylvo-pastorales en particulier ;
- l'inversion de la tendance à la précarisation alimentaire et la consolidation du bassin dans son rôle de grenier de la région ;
- l'accompagnement du processus de transformation du Sourou et de ses zones humides en site Ramsar ;
- l'enclenchement d'un processus durable de basculement des mauvais comportements et agissements en faveur d'une exploitation et d'une gestion durables des ressources naturelles du bassin.

La mise en œuvre du Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau (SDAGE) du Bassin du Sourou se fera selon un plan d'actions d'un coût global estimé à 85 milliards de francs CFA et une tranche quinquennale prioritaire de 14,444 milliards de francs CFA.

24. Votre pays a-t-il élaboré des plans d'action nationaux pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale ? (Résolution 5.2)

☒ Oui

Veuillez fournir des références complètes ou un lien Internet, ainsi que des détails sur le processus et l'état de ce plan.

> Le Gouvernement malien, a toujours affiché sa volonté pour la protection et la gestion durable des ressources naturelles en général et celles des zones humides en particulier. Cela est vérifiable par les nombreux Conventions et Accords que le Mali a signé et ratifié. Les institutions nationales et internationales qui ont évolué ou évoluant dans le domaine des zones humides ont comme principal partenaire national la Direction National de la Conservation de la Nature.

Malgré ces Conventions et Accords et des actions des institutions partenaires, très peu d'actions à hauteur de souhait ont été menées dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles des zones humides. Ce qui justifie l'élaboration du présent >

Parmi les expériences de gestion des zones humides au Mali y figurent les actions entreprises par les organismes partenaires comme Wetlands International basé depuis 1998 à Sévaré (Mopti). Wetlands à contribuer en étroite coopération avec les autorités maliennes, à la gestion durable d'une des zones inondables les plus importantes dans le Delta Intérieur du Niger en appliquant une planification intégrée du développement local et la mise en place des outils nécessaires à la constitution de base de données écologiques, hydrologiques et socio-économiques. Ce projet continu d'être exécuté en collaboration avec les

communautés villageoises, A&W, RIZA-RWS et Alterra

Des résultats encourageants ont été obtenus par ce projet parmi lesquels il faudra citer :

- a) Le renforcement des capacités nationales sur l'utilisation rationnelle et la conservation des ressources naturelles, particulièrement les zones humides et leur biodiversité ;
- b) L'implication des populations locales, autorités locales et régionales dans le planning et l'exécution des activités d'utilisation rationnelle et de conservation des zones humides ;
- c) La Conservation et restauration de plusieurs forêts inondées dans le Delta Intérieur du Niger ;
- d) La Conservation et Restauration, des pâturages inondés de bourgou dans le Delta Intérieur du Niger ;
- e) L'inventaire initial et suivi des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger y compris des recensements aériens ;
- f) L'évaluation des possibilités d'utilisation des oiseaux d'eau comme bio-indicateurs de la santé écologique du Delta Intérieur du Niger ;
- g) L'évaluation des potentialités socio-économiques des ressources naturelles en relation avec la crue. Les effets de la crue sur les productions primaires et secondaires et sur l'exploitation des oiseaux d'eaux et leur commercialisation
- h) La Sensibilisation du grand public à travers des programmes spéciaux de sensibilisation et d'éducation environnementale.

D'autres actions non moins importantes ont été menées par l'UICN, l'IRD (recherche sur l'hydrologie, la migration des poissons dans le Bassin du fleuve Niger y compris le Delta Intérieur du Niger). Near East Foundation (programme d'appui à la conservation et à la gestion durable des ressources naturelles en 5ème Région), GAE-Walia (Education Environnementale), WWF (développement d'initiatives pour l'ensemble du Bassin du Niger)

Les plus récentes activités s'inscrivent parmi les actions du Ministère de l'Environnement qui ayant inscrit l'élaboration d'une Politique Nationale pour les Zones Humides dans le Programme Gouvernemental au titre du premier semestre 2003. Pour y parvenir le Ministère de l'Environnement avait mis en place une Commission Nationale chargée de la conduite du processus d'élaboration de la Politique Nationale des Zones Humides du Mali.

Cette Politique Nationale pour les Zones Humides du Mali a été adoptée lors de la Session Ordinaire du Conseil des Ministres du jeudi 11 septembre 2003.

D'importantes activités restent à suivre. Il s'agira de :

- La mise en place des Comités RAMSAR à tous les niveaux (National, Régional et Local) ;
 - L'élaboration des plans d'actions régionaux ;
 - La définition d'un Plan d'Action National en vue de la finalisation du processus itératif impliquant la base.
- Le Programme National des Zones Humides du Mali fonde l'espoir de pouvoir aider le pays dans la lutte contre la pauvreté qui est un des objectifs primordiaux du Gouvernement du Mali et des partenaires bailleurs de fonds internationaux et des conventions. Il aidera à la mise en œuvre d'importantes recommandations de la convention de RAMSAR y compris l'inventaire des zones humides du Mali et la promotion de leur utilisation rationnelle. De la même façon, la Convention sur la Diversité Biologique sera concernée à travers l'utilisation rationnelle des ressources naturelles des zones humides. La Convention sur les Espèces Migratrices et l'Accord sur les Oiseaux Migrateurs Afrique Eurasie seront assistés à travers les Plans d'action pour les différentes espèces migratrices et la protection de leurs habitats et la CITES à travers les plans d'action pour les espèces menacées d'extinction.

Au stade actuel, il y a pour le Mali, un besoin de se conformer aux exigences de la Convention de RAMSAR d'une part, en établissant des plans de conservation et de gestion des zones humides et de la diversité biologique s'y rattachant. D'autre part, il s'agira de parvenir à réaliser un Inventaire systématique des zones humides à travers le Mali.

Une connaissance générale sur les Zones Humides et de leurs diversités biologiques ne suffit plus, il s'agira de collecter, de constituer et de disposer en même temps d'une véritable banque de données sur les Zones Humides du Mali et des ressources liées à elles notamment les oiseaux d'eau.

25. Votre pays a-t-il développé un plan stratégique (indépendamment ou en tant qu'élément de votre document de politique générale sur la biodiversité ou les aires protégées) afin de maintenir ou de renforcer la résistance des réseaux écologiques (pour les oiseaux d'eau), notamment la résistance au changement climatique, et pour protéger l'aire et la variabilité écologique des habitats et des espèces ? (Résolution 5.2, Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 1, Cible 1.2)

☒ Oui

Veillez fournir des références complètes ou un lien Internet, ainsi que des détails sur le processus et l'état de ce plan.

> Le Mali a ratifié la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB), le 24 juin 1994. En application à l'article 6 de cette convention, le Gouvernement du Mali, par un large processus participatif, a élaboré en 2001, une Stratégie Nationale assortie d'un Plan d'Actions pour la conservation de la diversité biologique.

Depuis cette date, le Mali a régulièrement fait le point de l'état de mise en œuvre de la convention à travers 5

rapports nationaux. C'est ainsi que le dernier rapport, transmis au Secrétariat de la CDB en 2014, a permis d'évaluer les progrès accomplis dans la poursuite des objectifs, sur la base de l'analyse de l'état et des tendances actuels de la diversité biologique et des mesures prises pour appliquer la Convention au niveau national. Il a aussi permis d'examiner les efforts supplémentaires qui nécessiteraient d'être fournis.

Le Mali dispose actuellement d'un réseau de 27 Aires Protégées d'une superficie de 9.010.757 ha soit environ 8% du territoire national si l'on prend en compte les zones tampons et la zone périphérique de la Réserve de Biosphère de la Boucle du Baoulé. Ce réseau d'Aires Protégées est composé de: Parcs Nationaux, Réserve de Biosphère, Sanctuaires ou Réserves Spéciales, Réserves de Faune, Zones tampons, Zones de Transition et Zones d'Intérêt Cynégétique (ZIC).

D'autres Aires Protégées sont en cours de création notamment à Kidal (la Réserve de Faune du Tamesna 600.000 ha) et dans le Gourma (les Aires de Conservation de Subundu Yandu, 40.200ha, Cercle de Douentza; Banzena 72.310 ha, Cercles de Rharous et Douentza; Mare de Gossi, 15.820ha, Cercle de Rharous; Séno-Mango, 127.600 ha, Cercles de Douentza et Rharous. Ces nouvelles Aires Protégées dans le Gourma visent à sécuriser davantage le circuit de migration des éléphants. Elles sont délimitées et disposent chacune d'un Plan d'Aménagement et de Gestion et attendent d'avoir le Statut d'Aire de Conservation Communale (Statut en cours d'intégration dans la Loi avec ERSAP)(Projet Extension du Réseau d'Aires Protégées du Mali).

Au plan du changement climatique, il y a une faible considération. La SNPA-DB ne tient pas assez compte du rapport entre climat et diversité biologique. Le changement climatique est juste reconnu comme un facteur important de dégradation, mais très peu de mesures concrètes sont proposées de façon spécifique pour l'adaptation aux effets. Cela pourrait peut être s'expliquer par le fait que la SNPA a été préparée lorsque les liens entre le changement climatique et la diversité biologique n'attiraient pas la même attention qu'aujourd'hui. Peut être aussi par ce qu'au niveau mondial, le Mali ne contribue que peu au changement climatique.

26. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la gestion des sites clés pour les oiseaux d'eau migrants ?

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Quelles sont les directives suivies à la place ?

> Au nombre quatre d'une superficie de seul le bassin du Sourou dispose schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau (SDAGE) qui a été élaboré en vue de faire face à cette demande.

Il vise à l'horizon 2035 à inverser les tendances négatives actuelles afin de garantir un avenir fondé sur une exploitation durable et bénéfique des potentialités naturelles du bassin de Sourou, dans le contexte de changements climatiques, au bénéfice des générations actuelles et futures.

Il constitue un outil à partir duquel, des programmes et projets peuvent être bâtis afin de renforcer la bonne gouvernance en matière d'eau, le développement économique, la protection et la gestion durable des ressources naturelles et de tous les écosystèmes qui y sont associés.

Le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau est axé autour d'un certain nombre d'orientations fondamentales :

- l'organisation de la lutte contre le déficit en eau potable et contre les maladies d'origine hydrique, pour tous les villages de toutes les communes du bassin ;
- l'amélioration de la connaissance et la mobilisation des ressources en eau du bassin en faveur des activités économiques en général et agro-sylvo-pastorales en particulier ;
- l'inversion de la tendance à la précarisation alimentaire et la consolidation du bassin dans son rôle de grenier de la région ;
- l'accompagnement du processus de transformation du Sourou et de ses zones humides en site Ramsar ;
- l'enclenchement d'un processus durable de basculement des mauvais comportements et agissements en faveur d'une exploitation et d'une gestion durables des ressources naturelles du bassin.

La mise en œuvre du Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau (SDAGE) du Bassin du Sourou se fera selon un plan d'actions d'un coût global estimé à 85 milliards de francs CFA et une tranche quinquennale prioritaire de 14,444 milliards de francs CFA.

Comme perspectif, le Lac Wegnia se trouve dans la mire d'obtenir son plan de gestion.

27. Est-ce que L'Outil Réseau de sites critiques (CSN) pour la zone de l'AEWA a été accessible et utilisé dans votre pays?

☒ Non

Expliquez-en les raisons

> Tous les sites clés au Mali sont annihilés par les multiples spéculations foncières et agricoles. Bien que le suivi soit jalousement fait par la DNEF, nous n'avons pas reçu l'outil Réseau de sites critiques, d'où l'inaccessibilité encore moins son utilisation.

Pressions subies et réponses

6. Gestion des activités humaines

6.1. Chasse

28. Votre pays a-t-il établi un système pour le recueil des données de prélèvement, couvrant les espèces figurant au Tableau 1 ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.3)

☒ Oui

Couvre-t-il : (cochez les cases applicables et fournissez des détails)

☒ Toutes les espèces de l'AEWA présentes dans votre pays

> Le suivi écologique et de surveillance des oiseaux d'eau migrateurs est une activité permanente. Il est effectué par les Directions Régionales des Eaux et Forêts et Wetlands International à Sévaré. Les informations sur les données de prélèvement sont collectées et transmises à la DNEF et Wetlands International

☒ Seulement certaines des espèces de l'AEWA présentes dans votre pays

☒ Tout le territoire de votre pays

☒ Seulement une partie du territoire de votre pays

> Cette action couvre tous les sites de Ramsar reconnus en tant que sites d'accueil des oiseaux d'eau migrateurs (Les Lacs Walado-Débo, Horo, la Plaine de Séri, Wegnia, Magui et le Sourou)

☒ Toutes les activités de prélèvement

> La Loi N°95-031, fixant les conditions de gestion de la faune et de son habitat, interdit la chasse sans permis, l'usage des engins explosifs, la chasse avec les lampes éblouissantes, le prélèvement des œufs et des oisillons dans les nids.

☒ Seulement certaines activités de prélèvement

29. Votre pays a-t-il supprimé progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.4)

☒ Oui, entièrement

Quand l'utilisation de la grenaille de plomb a-t-elle été interdite dans les zones humides ? Quelle est la législation en place ? Qui fait appliquer cette législation ?

> La Loi N° 95 -031 du 20 mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune et de son habitat est mise en relecture pour la prise en compte des réalités actuelles de terrain. L'emploi de grenaille de plomb et d'appâts empoisonnés qui ne figuraient parmi les délits prohibés seront pris en compte.

Pour ce faire, la législation serait faite par la brigade fluviale de la Direction Régionale des Eaux et Forêts de Mopti et ses démembrements qui ont pour mission de protéger et de surveiller les ressources inféodées aux plans d'eau dont notamment les hippopotame, les oiseaux, les pythons et les varans.

Une évaluation du respect de la législation a-t-elle été réalisée ?

☒ Non

Veillez en indiquer les raisons.

> Comme souligné en haut la Loi N° 95 -031 du 20 mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune et de son habitat est actuellement en relecture et des articles seront élaborés pour interdire justement les deux délits.

L'impact de la législation a-t-il été mesuré, c'est-à-dire là où il existait un problème de saturnisme chez les oiseaux d'eau, ce problème a-t-il été réduit ?

☒ Non

Veillez en indiquer les raisons.

> C'est compte tenu de l'insuffisance de la législation que la Loi N° 95 -031 du 20 mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune et de son habitat est sujette actuellement à la relecture.

30. Dans votre pays, des mesures ont-elles été prises pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.6)

☒ Oui

Que pensez-vous de l'efficacité des mesures ?

☒ Modérée

Fournissez des détails

> La surveillance de la chasse au niveau des écosystèmes aquatiques est effectuée par les Directions

Régionales des Eaux et Forêts, les Cantonnements et les Postes Forestiers des Eaux et Forêts qui mènent des missions de police et des patrouilles fluviales à la recherche des délinquants.

31. Les codes et les normes des meilleures pratiques juridiquement contraignantes pour la chasse (par ex. l'identification des oiseaux) sont-ils considérés comme une priorité ou comme appropriés pour votre pays ? (Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 2, Cible 2.4)

☒ Oui

Des codes ou des normes de meilleures pratiques juridiquement contraignantes sont-ils en place ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› Des dispositions sont en cours pour la mise en oeuvre

32. Votre pays s'est-il servi des Lignes directrices de l'AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux migrateurs ?

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Quelles sont les directives suivies à la place ?

› Si, le système en réalité est plus économique au plan rédactionnel, il faut reconnaître qu'il n'était pas bien maîtrisé. Désormais des dispositions seront prises pour son utilisation.

6.2. Autres activités humaines

33. Des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont-elles été introduites dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12)

☒ Non

S'il y a lieu, veuillez donner des précisions.

› Par ce que aucune disposition n'était pas encore prise par la Loi N° 95 -031 du 20 mars 1995, fixant les conditions de gestion de la faune et de son habitat. Reconnaisant son impact sur les oiseaux des dispositions seront prises lors de la relecture de la législation.

34. Y a-t-il dans votre pays une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/ l'Évaluation des Impacts environnementaux (EES/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.1)

☒ Oui et elle est appliquée

Les procédures d'EES/EIE tiennent-elles compte des oiseaux d'eau et des habitats dont ils dépendent ?

☒ Oui

Fournissez des détails

› Au Mali, le Décret N°346/P-RM du 26 Juin 2008 est le texte pris par le Conseil des Ministres, il est relatif à l'étude d'impact environnemental et Social. Dans son Chapitre II: De l'application de l'étude d'impact environnemental et social, et de la notice d'impact environnemental et social. Dans son Article 5: Il est dit que les projets, qu'ils soient publics ou privés, consistant en des travaux, des aménagements, des constructions ou d'autres activités dans les domaines industriels, énergétique, agricole, minier, artisanal, commercial ou de transport dont la réalisation est susceptible de porter atteinte à l'environnement son soumis à une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) à ou à une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES).

Et parmi les projets de Catégorie A et B soumis à Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), le cas des oiseaux tant terrestres qu'aquatiques sont pris dans la globalité environnementale au cours des travaux ci-dessous, entre autres : dans les :

- Aménagements hydro-agricoles plus de 50 ha en zone sahélienne;
- Aménagements hydro-agricoles plus de 100 ha en zone soudanienne;
- Aménagements hydro-agricoles plus de 200 ha en zone guinéenne;
- Aménagements pastoraux;
- Plantations industrielles plus ou moins 100 ha;
- les Sites d'élimination de déchets dangereux
- le Transport et distribution d'énergie: ligne de haute tension;
- les Centrales thermiques;
- les Centrales hydroélectriques;
- le Transport et distribution d'énergie: ligne de moyenne tension;

- L'Installation et production d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, biogaz...);
- Transmissions (pilotes de radio mobile, pilotes de faisceaux hertziens, fibre optique);
C'est suivant ces stratégies que le Mali procède aux évaluations de l'impact sur l'environnement (EIES) des activités susceptibles d'affecter les écosystèmes, les habitats et les zones protégées qui sont importants pour les espèces couvertes par l'Accord.

Les procédures d'EES/EIE incluent-elles la participation du public ?

☒ Oui

Fournissez des détails

> La gestion durable des ressources biologiques, prônée par la Stratégie Nationale de la Diversité Biologique, exige l'implication de tous les acteurs à tous les niveaux (national, régional et local). De façon précise, l'exercice fait ressortir le rôle des principaux acteurs. Il s'agit de:

- le gouvernement: Au nom de l'Etat, il :

1. affirme la souveraineté nationale sur l'ensemble des ressources naturelles;
2. assure une large diffusion de la stratégie;
3. soutient les activités de formation et d'information des populations rurales dans la préservation et l'utilisation de la diversité biologique;
4. adopte et met en œuvre des textes législatifs et réglementaires favorables à la réalisation des objectifs de la stratégie;

5. Coordonne la recherche et la mobilisation de financement des activités retenues;

6. apporte son appui aux autres acteurs, à travers leurs structures techniques compétentes.

- les collectivités territoriales: La Loi N°95-034 du 24 avril 1995, portant code des collectivités en République du Mali accorde de larges pouvoirs aux collectivités territoriales dans la gestion des ressources naturelles, leur affectation aux différents usages et la mise en œuvre des activités retenues pour la conservation et la restauration de ces ressources.

- Organisations et Associations rurales: Compte tenu de l'importance des ressources de la diversité biologique dans les activités de production, les organisations et associations rurales doivent favoriser l'adhésion de tous les membres aux règles et procédures d'utilisation durable et soutenir la promotion des activités prévues dans ce cadre.

- les Organisations Non Gouvernementales (ONG). Elles contribuent aux activités d'inventaire des ressources biologiques, à la sensibilisation et la formation des populations, à la diffusion en langues nationales des principes de la Convention et à la recherche de financement. En outre, elles favorisent l'émergence de réseaux à l'intérieur et à l'extérieur du pays autour de la problématique de la diversité biologique et la mobilisation des ressources financières;

- les acteurs privés: Compte tenu du rôle qu'ils jouent dans la production, le transport, la transformation et la commercialisation, le concours des opérateurs privés est indispensable dans l'application des mesures de conservation et d'utilisation de la diversité biologique, notamment la protection des espèces rares ou menacées d'extinction, l'établissement des ranchs, la recherche, la mobilisation de ressources financières et la gestion des réserves de faune;

- les partenaires au développement: les appuis techniques et financières constituent une condition essentielle pour la mise en œuvre des actions durables prévues dans le cadre de la SNPA/DB. Ils peuvent également faciliter les transferts de technologies entre le Mali et les pays développés et même d'autres pays en développement.

35. Au cours des trois dernières années, votre pays a-t-il utilisé les EES/EIE pour tous les projets pertinents, notamment les projets du secteur de l'énergie tels que les développements de l'énergie renouvelable et les installations de lignes électriques, afin d'évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 et/ou des habitats/dont ils dépendent? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.1, Résolution 5.11 et Résolution 5.16)

☒ Oui, pour tous les projets proposés

Fournissez des informations sur les cas les plus notables

> Comme évoqué plus haut, les travaux concernant ces domaines sont tous subordonnés à l'évaluation de l'EIES. Les oiseaux migrateurs étant des composantes de l'environnement aquatique et souvent terrestre et leurs habitats sont tous concernés sans exception.

Lorsqu'un EES/EIE a identifié la probabilité d'impacts néfastes importants sur les oiseaux d'eau migrateurs, des mesures ont-elles été prises afin d'empêcher ces impacts, consistant notamment à éviter les aires protégées et les autres sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs?

☒ Oui

Veillez décrire les mesures mises en place.

> Article 4: Les projets d'EIES sont classés dans les catégories ci-après selon l'importance de leurs impacts sur

l'environnement sur le social:

- 1.). Projets de Catégorie A: Les projets pouvant avoir des impacts très négatifs, généralement irréversibles, sans précédent, le plus souvent ressentis dans une zone plus vaste que les sites faisant l'objet des travaux:
- 2.). Projets de Catégorie B: Projets dont les impacts négatifs sur l'environnement et sur les populations sont moins graves que ceux des projets de la catégorie A. Ces impacts sont d'une nature délimitée et rarement irréversibles.
- 3.). Projets de Catégorie C: Projets dont les impacts négatifs ne sont pas significatifs sur l'environnement

36. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la façon d'éviter, de minimiser ou d'atténuer l'impact du développement d'infrastructure et les perturbations afférentes sur les oiseaux ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quelle autre orientation a été utilisée à la place ?

› Lorsqu'il était question d'utiliser le système, la technique n'était pas effectivement bien comprise. Pour cet aspect, l'approche sensibilisation des acteurs était le seul moyen efficace pour éviter les pratiques malsaines se répercutant sur les oiseaux d'eau.

Nous reconnaissons toute son importance et dorénavant dans le cadre du suivi permanent des oiseaux d'eau, il sera utilisé comme système ou outil pour l'éradication de ces pressions.

37. Veuillez communiquer des informations sur la mise en oeuvre de la Résolution 5.11 sur les lignes électriques et les oiseaux d'eau migrateurs.

37.1. Est-ce que les parties prenantes concernées, notamment les agences gouvernementales, les organismes scientifiques, les organisations non gouvernementales et le secteur de l'énergie sont régulièrement consultés afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de convenir d'une politique d'action commune ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

› Des dispositions sont en vue pour créer un cadre de concertation avec les agences, les services et les secteurs concernés

37.2. Une valeur de référence de la répartition, des tailles des populations, des migrations et des mouvements des oiseaux d'eau (notamment les déplacements entre les aires de reproduction, de repos et d'alimentation) a-t-elle été définie aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de lignes électriques, sur une période d'au moins cinq ans, et ceci en mettant tout particulièrement l'accent sur les espèces connues pour être souvent victimes d'électrocution ou de collision ; et si de telles études identifient des dangers, est-ce que tout est mis en oeuvre pour assurer que ceux-ci soient évités ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

› Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières

37.3. L'emplacement, le trajet et la direction des nouvelles lignes électriques ont-ils été conçus sur la base de cartes nationales d'occupation des sols, et a-t-on évité, dans la mesure du possible, la construction de ces lignes le long des principales voies de migration et dans des habitats essentiels pour la conservation*, lorsqu'il est probable que celle-ci aura des effets significatifs sur les oiseaux d'eau ?

* tels que les Aires spéciales de protection de la Directive Oiseaux de l'UE, les zones importantes pour la conservation de oiseaux (ZICO), les aires protégées, les sites Ramsar, le Réseau de sites d'Asie Occidentale/Centrale pour la Grue de Sibérie et d'autres oiseaux d'eau, et autres sites essentiels définis par l'Outil réseau de sites critiques (CSN) pour la région d'Afrique-Eurasie.

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

› Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières. La problématique majeur c'est surtout l'insuffisance

37.4. Des modèles plus sûrs pour les oiseaux sont-ils utilisés dans votre pays lors de la construction de nouvelles infrastructures électriques, y compris des mesures conçues pour réduire l'électrocution et les

collisions ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en œuvre de cette activité ?

> Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières

37.5. Les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions ont-elles été identifiées et modifiées en priorité ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en œuvre de cette activité ?

> Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières.

37.6. L'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau au niveau national fait-il l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière, ainsi que l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place afin de réduire l'impact de ces lignes sur les populations d'oiseaux ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en œuvre de cette activité ?

> Au niveau national, il y a une multiplicité des acteurs et l'insuffisance de synergie entre leurs interventions dans la mise en œuvre de la convention, se traduisant entre autres par des programmes et projets dont la coordination, le suivi et le contrôle sont mal assurés.

Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières.

37.7. Les mesures contenues dans la Résolution 5.11. ont-elles été incluses dans les Stratégies nationales pour la biodiversité et les Plans d'action de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en œuvre de cette activité ?

> Le sujet est à la réflexion et serait pris en compte dans les deux documents.

Toutefois, l'analyse des lacunes et des contraintes a permis d'établir le diagnostic suivant:

1. au niveau systémique: la Politique Nationale de Protection de l'Environnement n'a jamais été révisée pour prendre en compte l'évolution des besoins de renforcement des capacités pour la conservation de la diversité biologique (agriculture, pêche, tourisme, transport éducation, finances, santé) n'intègrent pas suffisamment la dimension "conservation de la diversité biologique"

Par ailleurs, le cadre juridique et réglementaire est incomplet et ne répond pas à l'ensemble des préoccupations actuelles en vue de constituer un cadre habilitant de mise en œuvre de la convention et les textes d'application ne sont pas tous promulgués;

2. au niveau institutionnel: les institutions en charge de l'Environnement ne remplissent pas un mandat clair qui réponde aux priorités nationales telles que définies dans la Stratégie Nationale. Tout comme le reste de la fonction publique, elle n'est ni efficace ni efficiente dans leur fonctionnement interne. La programmation scientifique des institutions de recherche nationale ne définit aucune priorité en matière de connaissance à acquérir.

Par ailleurs, les ressources propres sont nettement insuffisantes pour assurer la maîtrise nationale des décisions en matière d'environnement. Enfin, les différents systèmes d'information environnementale (SIE) restent très incomplets et peu opérationnels. Ils comportent des informations non actualisées et manquent de données fiables pour assurer une gestion durable des activités d'exploitation des ressources naturelles;

3. au niveau individuel: les autorités politiques, peu informées et peu sensibilisées sur l'importance de l'environnement pour le développement durable, ne sont pas en mesure d'accompagner les initiatives en cours et de les défendre. Le nombre de spécialistes est très limité dans les domaines essentiels à la conservation de la diversité biologique (biologistes, experts en biosécurité, environnementalistes, ingénieurs spécialistes en ressources halieutiques, fauniques, juristes, taxonomistes etc...). Il faut noter l'insuffisance des opportunités pour le développement des compétences et des spécialistes.

38. Votre pays a-t-il utilisé les lignes directrices sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des lignes électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région Afrique-Eurasie ?

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quelle autre orientation a été utilisée à la place ?

› Lorsqu'il était question d'utiliser le système, la technique n'était pas effectivement bien comprise. Pour cet aspect, l'approche sensibilisation des acteurs (société d'électricité, les industries, les grands chantiers de construction) était le seul moyen efficace pour éviter les pratiques malsaines se répercutant sur les oiseaux d'eau.

Nous reconnaissons maintenant toute son importance et dorénavant dans le cadre du suivi permanent des oiseaux d'eau, il sera utilisé comme système ou outil pour l'éradication de ces pressions.

39. Veuillez communiquer des informations sur la mise en oeuvre de la Résolution 5.16 sur l'énergie renouvelable et les oiseaux d'eau migrateurs.

39.1. Une cartographie nationale a-t-elle été réalisée dans votre pays montrant les zones sensibles et les zonages environnementaux afin d'éviter que les développements de l'énergie renouvelable recouvrent des zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

› Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières.

Le manque de concertation entre les différentes structures techniques constitue le goulot, car avant la mise en place des dispositifs au niveau des parcours des oiseaux d'eau, le département de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable à travers la Direction Nationale des Eaux et Forêts et la Direction Nationale de l'Assainissement contre la Pollution et la Nuisance, doivent être contactés pour faire une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES). Ce qui n'est justement pas le cas.

39.2. Veuillez décrire quelles lignes directrices, recommandations et normes environnementales internationales ont été suivies dans votre pays pour évaluer l'impact des projets d'énergie renouvelable et l'utilisation des sources d'énergie renouvelable.

› Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières.

39.3. Un suivi après construction a-t-il été entrepris dans votre pays pour les installations d'énergie renouvelable et des infrastructures qui y sont associées ?

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

› Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières

39.4. Lorsque des dommages n'ont pu être ni évités ni atténués, une compensation des dommages à la biodiversité a-t-elle été accordée ?

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

› Cette question se gère au Plan Intergouvernemental et nécessite aussi une mobilisation de ressources financières

39.5. Veuillez indiquer lesquelles des mesures suivantes ont été mises en place afin de réduire les effets néfastes des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateurs :

☒ Autres - Veuillez spécifier.

› Le taux d'installation des éoliennes au Mali est très faible, ce qui fait qu'on rencontre très timidement des cas néfastes sur les oiseaux d'eau migrateurs.

39.6. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour évaluer, identifier et réduire les impacts potentiels négatifs de la production de biocarburants sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ?

☒ Oui

Veillez donner des précisions.

› De façon globale et tout en prenant en compte les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats, le Décret N°346/P-RM du 26 juin 2008, dans son article 5: stipule que les projets qu'ils soient publics ou privés, consistant en des travaux, des aménagements, des constructions ou d'autres activités dans les domaines

industriel, énergétique, agricole, minier, artisanal, commercial ou de transport dont la réalisation est susceptible de porter atteinte à l'environnement sont soumis à une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) ou à une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES).

39.7. Les mesures contenues dans la Résolution 5.11. ont-elles été incluses dans les Stratégies nationales pour la biodiversité et les Plans d'action de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

☒ Non

Veillez en expliquer les raisons. Quels sont les contraintes empêchant la mise en oeuvre de cette activité ?

> Ces points pourraient être retenus dans les préoccupations nationales. La relecture de la législation prendre en compte cet aspect aussi important pour la conservation de la faune en général et les oiseaux d'eau migrateurs en particulier.

40. Dans votre pays, arrive-t-il que des oiseaux d'eau soient pris accidentellement dans des équipements de pêche ? (Résolution 3.8)

☒ Oui

Fournissez des détails

> L'utilisation de l'espace est un véritable problème dans le Delta Intérieur du Niger. Ce phénomène est un fait courant dans la mesure où les pêcheurs sont toujours en conflit avec les oiseaux d'eau et surtout les piscivores qui sont couramment pris dans les filets. Avec la baisse du poissons dans le fleuve Niger et surtout dans le Delta, certains pêcheurs se sont métamorphosés en pêcheurs-chasseurs des oiseaux surtout pour les canards et les limicoles.

41. Votre pays a-t-il pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord ? (Résolution 3.8)

☒ Non applicable

Expliquez pourquoi

> Le Mali est un pays continental, il n'est pas concerné par les oiseaux marins.

42. Veuillez communiquer des informations sur la mise en œuvre de la Résolution 5.12 sur les Effets nocifs des produits agrochimiques sur les oiseaux d'eau migrateurs en Afrique (cette question concerne seulement les Parties contractantes africaines).

42.1. Les autorités gouvernementales concernées ont-elles élaboré et mis en application des réglementations sur le commerce et l'utilisation de produits agrochimiques connus pour avoir un effet nocifs direct ou indirect sur les oiseaux d'eau ?

☒ Oui, et elles sont mises en œuvre.

Veillez donner des précisions.

> LES PRODUITS CHIMIQUES 1. Les mesures pratiques qui ont été prises et les progrès réalisés dans leur mise en œuvre : a) Le cadre institutionnel, législatif et réglementaire

Plusieurs départements ministériels interviennent dans la gestion des produits chimiques au Mali, entre autres on peut citer : • le M. S ; • le M. E. A ; • le M. A ; • le M. E. P ; • le M. I. I. C ; • le M. E. F ; • le M. F. P. R. E. R. I ; • le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ; • le M. S. I. P. C.

b) le cadre législatif

Au Mali, la réglementation des produits chimiques est régie par les textes nationaux, les conventions, accords et traités internationaux suivants :

¾ Niveau international : • le code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (adhésion du Mali en 1985) ; • la convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) signée le 31 août 1987 ; • les accords de l'organisation mondiale du commerce (adhésion : le 31 mai 1995) ; • la déclaration sur l'environnement et le développement du sommet de Rio en 1992 (adoption : juin 1992) ; • le Plan d'action du sommet Mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg en 2002 qui a recommandé que d'ici 2020 les produits chimiques soient produits et utilisés de manière à réduire au minimum leurs effets nocifs sur la santé et l'environnement ; • l'adoption de la déclaration de Dubaï le 06 février 2008 relative à la Gestion Internationale des produits chimiques (l'approche Stratégique de la Gestion Internationale des produits Chimiques) conformément à la mise en œuvre du plan d'action du sommet de Johannesburg sur le développement durable ; • la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance des causes applicables à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (signée le 12 septembre 1998 et ratifiée le 13 novembre 2002) ; • la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants POPs. Les produits interdits sont les 12 salopards : pesticides (Aldrine, Chlordane, Dieldrine, DDT, Endrine, Heptachlore, Hexa chlorobenzène, Mirex,

toxaphène) ; produits chimiques industriels et sous-produits sont : PCB, Dioxines et Furannes (signée le 22 mai 2001 et ratifiée le 24 avril 2003) ; • la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination, (signée en septembre 2000 et ratifiée en novembre 2000) ; • la convention de Bamako sur l'interdiction de l'importation et le transit des déchets dangereux en Afrique (signée le 31 janvier 1991 et ratifiée le 21 février 1996) ; • la convention de Vienne et de son protocole de Montréal relatifs à la protection de la couche d'ozone que le Mali a signée et ratifié.

¾ Niveau sous-régional : • la Réglementation phytosanitaire commune aux Etats membres du CILSS 16 (signée en 1992) ; • l'ordonnance N°01-046/ P-RM du 20 septembre 2001 autorisant la ratification de la réglementation commune au Comité CILSS sur l'homologation des pesticides, (version révisée et signée à N'Ndjamena le 16 Décembre 1989) ; • la Réglementation commune aux Etats membres du CILSS sur l'homologation des pesticides (signée en 1992 et ratifiée 30 novembre 1989) ; • la convention phytosanitaire Inter-Africaine (CPI-OUA).

¾ Niveau national :

La gestion des produits chimiques est régie par un certain nombre de textes législatifs et réglementaires (Lois, Décrets et Arrêtés d'application) portant sur la protection de l'environnement et la santé humaine ; entre autres : • Loi N°01-020 / AN-RM du 31 Mai 2001 relative aux pollutions et nuisances • Décret N°01-397/ P-RM du 06 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des polluants de l'atmosphère ; • Arrêté Interministériel N°06 - 1218/ MEA - MEF - MIC - MET - MME - MS portant interdiction de l'importation et de la commercialisation de l'essence à plomb au Mali ; • Décret N° 01- 394/ P-RM du 06 Septembre 2001 fixant les modalités de gestion des déchets solides ; • Décret N°01- 395 / P - RM du 06 Septembre 2001 fixant les modalités de gestion des eaux usées et des gadoues

• Loi N°02 - 013 du 03 Juin 2002 instituant le contrôle phytosanitaire en République du Mali ; • Décret N° 02 - 305 / P- RM du 03 Juin 2002 fixant les modalités d'application de la loi instituant le contrôle phytosanitaire en République du Mali ; • Loi N° 02- 014/ du 03/06/02 instituant l'homologation et le contrôle des pesticides en République du Mali • Décret N° 06 - 258 / P - RM du 22 Juin 2006 fixant les conditions de l'audit d'environnement ; • Loi 92 - 013 / AN / RM portant institution d'un système national de normalisation et de contrôle de qualité ; • Loi 95 - 061 AN/ RM portant répression des infractions à la réglementation et à l'homologation des produits agro pharmaceutiques ; • Arrêté n°02-2669/ MAEP-SG déterminant les conditions de délivrance de l'agrément de vente des pesticides avec fixation de la liste des produits prohibés à l'importation et à l'exportation dont les pesticides ; • Arrêté n°01-2699/MICT6SG fixant la liste des produits prohibés à l'importation et à l'exportation dont les pesticides 12 salopards (Aldrine, Chlordane, Dieldrine, DDT, Endrine, Heptachlore, Hexa chlorobenzène, Mirex , toxaphène, polychlorobiphényle-PCB-, les pesticides non homologués) ; • Arrêté interministériel n°01-2708/MEATEU-MEF-MICT portant réglementation de l'importation et de l'utilisation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ; • Décision n°02-0674/MAEP-SG du 18/11/02 portant nomination des membres du comité National de Gestion des Pesticides (CNGP). .

42.2. L'utilisation de ce type de produits agrochimiques à proximité de sites nationalement ou internationalement importants pour les oiseaux d'eau migrateurs est-elle réglementée, en particulier dans les zones humides, en tenant compte également des ruissellements provenant de l'agriculture qui affectent les écosystèmes aquatiques ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

› Le contrôle phytosanitaire est régi au Mali par deux textes : la loi N°02-013 de juin 2002 instituant le contrôle phytosanitaire en République du Mali et son décret n°02- 305/P-RM du 03 juin 2002 fixant les modalités d'application de la loi instituant le contrôle phytosanitaire en République du Mali.

c) La législation sur les pesticides

La loi et le décret stipulent que l'homologation des pesticides s'effectue conformément à la réglementation commune aux Etats membres du CILSS sur l'homologation des pesticides par le Comité Sahélien des Pesticides. Le CSP examine les demandes d'homologation, tient les registres d'homologation, établit la liste des matières actives et des formulations autorisées et la liste des établissements publics autorisés à effectuer des essais. Par ailleurs, il définit les méthodes de contrôle de la composition, de la qualité et de l'évaluation des produits examinés, évalue les risques de toxicité des produits pour l'homme, les animaux et l'environnement. Le CSP a, à son actif : • des protocoles pour tester l'efficacité biologique des pesticides ; • des protocoles sur les essais de toxicité ;

• un dossier d'homologation pour les pesticides chimiques de synthèse ; • un dossier d'homologation pour les bios pesticides ; • l'examen de plus de 403 dossiers d'homologation et l'attribution de 6 homologations (sur 5 ans) et de plus de 173 autorisations provisoires de vente (APV).

La principale difficulté rencontrée par le CSP dans l'exécution de ses activités, est la contrainte financière (organisation du fonctionnement du secrétariat permanent et des sessions du comité). Les comités nationaux de gestion des pesticides sont responsables de l'application des décisions du CPS dans les pays.

¾ Les enseignements tirés

Les Constats :

• les eaux usées sont évacuées sans aucun traitement préalable ; • les conditions de stockage des produits sont mauvaises, car elles se font par simple emmagasinage et les produits sont parfois mal emballés ; • les équipements de protection pour la manipulation des produits sont rudimentaires et ne sont pas toujours

disponibles pour les travailleurs ; • la plupart des commerçants détaillants sont illettrés et ignorent les règles d'usage des produits chimiques ; • l'insuffisance d'informations par rapport aux dangers liés à ces produits exacerbe ces risques

42.3. Des dispositions ont-elles été prises pour contrôler ou réduire l'utilisation de produits avicides dans les zones fréquentées par des populations figurant au Tableau 1 de l'Accord ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

> LOI N° 01-020/ DU 30 MAI 2001 RELATIVE AUX POLLUTIONS ET AUX NUISANCES

L'Assemblée a délibéré et adopté en sa séance du 26 avril 2001 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1: DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : La présente loi fixe les principes fondamentaux du contrôle des pollutions et des nuisances.

Article 2 : Au sens de la présente loi, on entend par:

1) Environnement : Un ensemble perçu comme une entité, un espace et en un temps donné, des facteurs physiques, chimiques, biologiques et sociaux susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme, sur l'espèce humaine et ses activités et sur les espèces animales et végétales ;

2) Assainissement : Toute action visant à l'amélioration de toutes les conditions qui, dans le milieu physique de la vie humaine, influent ou sont susceptibles d'influer défavorablement sur le bien-être physique, mental ou social ;

3) Principe de précaution : Le principe selon lequel l'absence de certitude, compte tenu des connaissances scientifique et technique du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement ;

4) Principe du pollueur-payeur: Le principe selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur ;

5) Information environnementale : Toute donnée qui est disponible sous forme écrite, d'images ou sur tout autre support d'information se rapportant:

- A l'état des eaux, de l'air, du sol, de la faune et de la flore ;

- Aux activités provoquant des nuisances et des pollutions ;

- Aux activités ou mesures visant à protéger l'environnement.

6) Nuisance : Toute agression contre le milieu naturel ou artificiel entourant l'homme et causant un désagrément ou dommage à ce dernier ;

7) Déchet : Toute substance solide, liquide, gazeuse ou résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation de toutes autres substances éliminées ou destinées à être éliminées ;

8) Déchet domestique : Tout déchet résultant de l'activité des ménages, y compris les excréta humains ;

9) Déchet industriel : Tout déchet résultant des activités industrielles, artisanales ou commerciales non assimilé aux déchets domestiques ;

10) Déchet agricole : Tout récipient ayant contenu des produits chimiques ou tout emballage ayant servi à l'utilisation de ces produits dans les activités agricoles, horticoles, piscicoles et d'élevage ;

11) Déchet biomédical : Tout déchet provenant d'activités de soins, de pharmacie et d'analyses biomédicales ;

12) Déchet dangereux : Tout déchet présentant des risques graves pour la santé et la sécurité publique et pour l'environnement ;

13) Polluant : Tout rejet solide, liquide ou gazeux, tout déchet, odeur, son, vibration, rayonnement ou toute combinaison de ceux-ci susceptibles de provoquer une pollution ;

14) Pollution : Toute contamination ou modification directe ou indirecte de l'environnement provoquée par un acte susceptible d'influer négativement sur le milieu, de provoquer une situation préjudiciable pour la santé, la sécurité, le bien-être de l'homme, de la faune, de la flore ou des biens collectifs et individuels ;

15) Produit obsolète : Produit dont l'utilisation est interdite en raison de son caractère dépressif pour des raisons sanitaires ou de protection de l'environnement ;

16) Etude d'impact sur l'environnement : L'identification, la description et l'évaluation des effets des projets sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, y compris les interactions entre ces facteurs, le patrimoine culturel et d'autres biens matériels ;

17) Rapport d'étude d'impact sur l'environnement : Tout document contenant les résultats de l'étude d'impact sur l'environnement requis pour l'obtention de l'autorisation administrative pour la réalisation de tout projet ;

18) Audit d'environnement: L'outil d'évaluation et de gestion interne qu'effectuent les sociétés et les services de l'administration publique afin de s'assurer que les exigences politiques, réglementaires et nominatives en matière de protection de l'environnement sont respectées ;

19) Administration compétente : Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ou toute autre structure habilitée par l'Etat.

CHAPITRE II: DE LA PROCEDURE D'ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 3 : Les activités susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la qualité du cadre de vie sont soumises à une autorisation préalable du ministre chargé de l'Environnement sur la base d'un rapport d'étude d'impact sur l'environnement.

Article 4: Un décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé de l'environnement fixe, révisé la liste des projets soumis à l'étude d'impact sur l'environnement et précise le contenu de cette

procédure.

CHAPITRE III : DE L'AUDIT D'ENVIRONNEMENT

Article 5: Sont obligatoirement soumis à l'audit d'environnement tout travail, tout aménagement et tout ouvrage industriel, agricole, minier, artisanal, commercial ou de transport dont l'activité peut être source de pollution, de nuisance ou de dégradation de l'environnement.

Article 6 : Un décret pris en Conseil des Ministres détermine les conditions d'exécution de l'audit.

CHAPITRE IV: DE L'ACCES À L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

Article 7: Toute personne a droit au libre accès aux informations environnementales.

L'accès aux informations environnementales, dont la publication affecte les relations internationales, la défense nationale, la confidentialité ou pouvant provoquer un grave danger pour la sécurité, est soumis à autorisation.

Article 8 : La demande d'information environnementale doit être refusée si elle se réfère à la transmission de dossiers n'étant encore clos ou de données dont le traitement n'est pas encore achevé ou de communications administratives internes.

CHAPITRE V: DES DECHETS

Section 1 : Des déchets domestiques solides

Article 9 : Il est interdit de détenir ou d'abandonner des déchets domestiques solides dans les conditions favorisant le développement d'organismes nuisibles, d'insectes et vecteurs de maladies susceptibles de provoquer des dommages aux personnes et à l'environnement.

Article 10 : Toute personne qui produit ou détient des déchets domestiques solides dans des conditions susceptibles de porter atteinte à la santé et à la sécurité publique ou à l'environnement de façon générale, est tenue d'en assurer l'élimination ou le recyclage.

Article 11 : Il est interdit d'incinérer des déchets domestiques solides en plein air à l'intérieur de toute agglomération.

Article 12 : Il est interdit d'entreposer ou d'enfouir les déchets domestiques solides dans des lieux que ceux prévus par l'autorité compétente.

Section 2 : Des déchets domestiques liquides

Article 13 : Il est interdit de déverser dans les cours d'eau, dans les caniveaux ou autres lieux publics ou privés, les déchets domestiques liquides non conformes aux normes de rejet.

Article 14 : Toute personne qui produit des déchets domestiques liquides est tenue de veiller à ce qu'ils ne puissent porter atteinte à la santé humaine et l'environnement.

Section 3 : Des déchets agricoles

Article 15 : Il est interdit de détenir ou d'abandonner des déchets agricoles dans les conditions qui favorisent le développement d'organismes nuisibles, d'insectes et autres vecteurs de maladies susceptibles de provoquer des dommages aux personnes et à l'environnement.

Article 16 : Toute personne qui produit ou détient des déchets agricoles dans des conditions susceptibles de porter atteinte à la santé et à la sécurité publique ou à l'environnement de façon générale, est tenue d'en assurer l'élimination et le recyclage.

Section 4 : Des déchets biomédicaux et industriels

Article 17 : Il est interdit de déverser les déchets biomédicaux et industriels, artisanaux ou commerciaux dans les cours d'eau, dans les caniveaux ou autres lieux publics ou privés sans au préalable procéder à leur traitement.

Article 18 : Il est formellement interdit de déposer les déchets biomédicaux et industriels solides dans une décharge sans autorisation préalable du ministre chargé de l'Environnement.

Article 19 : Il est interdit d'incinérer des déchets biomédicaux et industriels solides en plein air à l'intérieur de toute agglomération.

Les opérations par incinération ne doivent avoir lieu que dans des établissements autorisés par le Ministre chargé de l'Environnement.

Article 20 : Il est interdit d'enfouir des déchets biomédicaux et industriels et de les déposer dans des lieux autres que les décharges qui leur sont réservées et les centres de stockage autorisés.

Section 5: Des déchets dangereux

Article 21 : Tout déchet en provenance de l'étranger est présumé dangereux au sens de la présente loi.

Article 22 : Sont interdits, tous actes relatifs à l'achat, à la vente, à l'importation, à l'exportation, au transit, au transport, traitement, au dépôt et au stockage des déchets dangereux sans autorisation préalable.

Article 23 : Tout producteur de déchets dangereux est tenu de faire parvenir annuellement au Ministre chargé de l'environnement, la nature, la quantité et les dates d'élimination des déchets produits.

Article 24 : Les exportations de déchets dangereux ne peuvent être autorisées vers un pays que lorsque celui-ci dispose d'installations adéquates pour les éliminer selon des méthodes écologiquement rationnelles.

Les déchets dangereux destinés à l'exportation doivent être emballés, étiquetés et transportés conformément aux normes et règles internationales acceptées et reconnues en matière d'emballage, et de transport.

Article 25: Lorsque les déchets dangereux font l'objet de trafic illicite, de frais de renvoi, les frais de remise en état des lieux contaminés et la réparation des dommages causés sont à la charge du contrevenant sans préjudice des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 26 : Aucune matière radioactive, aucun appareil mettant en oeuvre une telle matière, ne peut être introduit au Mali, sans autorisation préalable des ministres chargés de l'Environnement et de la santé.

CHAPITRE VI : DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 27 : Les immeubles, établissements industriels artisanaux et agricoles, les mines et carrières, les moteurs et notamment, les véhicules, les groupes électrogènes, les moulins ou autres objets mobiliers possédés, exploités ou détenus par toute personne physique ou morale doivent être construits, exploités ou utilisés de manière à éviter la pollution de l'atmosphère.

Article 28 : Il est interdit d'exploiter une unité industrielle émettant des substances polluantes dans l'air sous forme de fumée, poussière, gaz ou liquide sans se conformer aux normes d'émission.

CHAPITRE VII: DES BRUITS ET DES NUISANCES

Article 29 : Est interdit tout bruit susceptible de nuire au repos, à la tranquillité ou à la sécurité publique.

Article 30 : L'exploitation de tout établissement humain, industriel ou artisanal abritant des sources sonores ou lumineuses susceptibles de constituer une menace pour les personnes et la faune doit être faite dans le respect des normes fixées par la réglementation en vigueur.

CHAPITRE VIII : DE LA PROTECTION DES ESPACES VERTS, DES CIMETIERES ET DES DECHARGES

Article 31 : La protection des espaces verts contre toutes les causes de dégradation est d'intérêt général. Lorsqu'ils ont acquis la propriété d'espaces verts, boisés ou non, l'Etat, les établissements publics ou les collectivités territoriales s'engagent à les préserver, à les aménager et les entretenir.

Article 32 : La désaffectation des espaces verts, des cimetières et des décharges est soumise à une autorisation préalable du Ministre chargé de l'Environnement, après avis conforme des Ministres chargés de l'Urbanisme, de la Santé et de Collectivités Territoriales.

CHAPITRE IX: DES SUBSTANCES CHIMIQUES

Article 33 : Les substances chimiques qui, en raison de leur toxicité ou de leur concentration dans la chaîne biologique, susceptibles de présenter un danger pour l'homme ou son environnement, sont soumises au contrôle des ministres chargé de l'Environnement et de la Santé.

Article 34 : Les établissements industriels susceptibles de détenir et/ou d'éliminer des polluants organiques persistants sont soumis à un audit de leurs installations.

Article 35 : L'importation, l'utilisation, la détention, la distribution, le reconditionnement et le stockage des substances chimiques n'ayant pas fait l'objet d'une homologation ou d'une autorisation sont interdits.

Toutefois, des dérogations peuvent être accordées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Environnement de la Santé et de la Recherche Scientifique aux institutions spécialisées pour des besoins de recherche et d'expérimentation.

Article 36 : Toute personne intervenant dans l'importation, la production et la distribution des substances chimiques doit se munir d'une autorisation délivrée par les ministres chargés de l'Environnement, de la Santé, de l'Agriculture et des Industries.

Article 37 : Tout détenteur de substance chimique doit prouver la qualité de son produit par la présentation d'un certificat d'analyse délivré par un laboratoire agréé.

En cas de doute sur la qualité du produit, l'Administration compétente procède à des analyses de contre-expertise. Les frais d'analyse sont à la charge du détenteur.

Article 38 : Toute substance chimique obsolète ou périmée doit être déclarée à l'administration compétente.

.

42.4. Des activités d'éducation et de formation ont-elles été mises en œuvre pour les groupes cibles concernés sur l'utilisation correcte des produits agrochimiques susceptibles d'avoir des effets néfastes sur les oiseaux d'eau ?

☒ Oui

Veuillez donner des précisions.

> Les Témoignages vécus :

- les teinturières, elles manipulent des produits chimiques : colorants, fixateurs (sulfites), soude etc. On compte environ 300 teinturières, disséminées dans tous les quartiers des six communes de Bamako. Les plus importantes sont au nombre de 5 par commune avec une main d'œuvre importante de travailleuses qui sont toutes des femmes. Selon leurs propos, elles souffrent de palpitations cardiaques et maux de tête aigus surtout la nuit ; elles sont conscientes des risques mais ne sont pas prêtes à abandonner du fait que cette activité constitue leur source de revenus. Elles n'observent pas régulièrement les mesures de sécurité et de protection ;
- les industries BATEXCI, les tanneries, elles enregistrent au moins un cas d'intoxication par an, pris en charge par l'infirmerie de l'entreprise ou l'INPS / CEMIE de la zone industrielle ;
- les commerçants détaillants vendeurs de pesticides et autres produits chimiques. Ils sont très nombreux et sont également exposés aux risques. L'exiguïté, la chaleur, le reconditionnement et l'insuffisance d'informations par rapport aux dangers liés à ces produits exacerbent ces risques. Selon les informations recueillies, ils enregistrent en moyenne 2 cas d'intoxication par mois pour une population à risque de 60 personnes dans la zone ;
- les commerçants importateurs (partenaires agricoles, Agri - 2000, la cigogne Banikono et comptoir - 2000). Ils sensibilisent beaucoup leurs clients avec des visites et des campagnes de formation et d'entraînement aux usages des produits ; ils offrent gratuitement des livrets d'accueil et de sécurité, remis parallèlement au cours de leur formation, afin de donner toutes les informations pour travailler en toute sécurité et dans le respect de l'environnement.
- les sociétés de désinsectisation, dératisation, désinfection. Il existe un certain nombre de sociétés dont la plupart opèrent dans le domaine informel. Ces opérateurs en général ne disposent pas de compétences en matière d'utilisation rationnelle des produits chimiques. En d'autres termes, ils exposent les populations à des produits non homologués présentant de réels dangers pour la population. Ils sont, eux-

mêmes, exposés à ces dangers du fait qu'ils n'observent pas les mesures de protection ; • les ménages et les quelques consommateurs individuels. Selon leurs propos, ils sont conscients de la présence des produits chimiques dans leur environnement et des risques qui en découlent ; • les zones minières (SYAMA et MORILA), des mesures conservatoires sont prises en ce qui concerne les produits chimiques utilisés (les cyanures, le mercure, le plomb, le charbon, le carbone et les stériles). Les travailleurs des mines bénéficient d'une formation prenant en charge les normes de sécurité internationale (ISO). Ils disposent, en occurrence, des différents équipements spéciaux de protection (bottes, gangs, lunettes, combinaisons).

^{3/4} Les tendances récentes et les questions nouvelles

Dans les mines le personnel, travaillant dans les zones à risques élevés ou dangereux, dispose de badges codifiés. Il dispose, aussi, de testeurs pour vérifier les fuites au niveau des conteneurs. Les ouvriers sont formés et disposent de matériels individuels de protection. Les unités minières ont des cliniques équipées et possèdent du personnel spécialisé pouvant faire rapidement toutes les analyses toxicologiques complètes. En cas de difficultés, les patients sont envoyés dans des cliniques spécialisées ayant signées des contrats avec les mines.

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 6.2

Autres activités humaines

> ^{3/4} Les principales contraintes et difficultés

- l'insuffisance des textes réglementaires d'application de la loi ;
- le manque d'infrastructure et de matériel de contrôle ;
- l'insuffisance de personnel qualifié ;
- la plupart des structures ne disposent pas de charge d'IEC ;
- les contraintes financières.

Pressions subies et réponses

7. Recherche et Surveillance

43. Votre pays a-t-il des programmes de surveillance des oiseaux d'eau pour les espèces couvertes par l'AEWA ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 3, Cible 3.2)

☒ Oui

Couvrant la période de reproduction

☒ Aucun plan de surveillance en place

Expliquez-en les raisons

> C'est du fait que les migrateurs ne sont au Mali que pendant la période de migration.

Couvrant la période de passage / migration

☒ Complètement

Donnez des détails

> Un Protocole d'Accord de Partenariat existe entre la Direction Nationale des Eaux et Forêts, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) de la France et Wetlands International basé à Sévaré, afin d'obtenir des données qualitatives et quantitatives sur les populations d'oiseaux d'eau présentes au Mali en janvier et de définir des indicateurs biologiques permettant de juger de l'état de conservation des zones humides.

Perspectives:

Dans le cadre du Partenariat avec l'ONG Wetlands International (Sévaré), il s'agit d'établir un programme de suivi prenant les oiseaux d'eau comme bio-indicateurs de santé environnementale de la zone. Les programmes qui seront définis doivent être établis en concordance avec les objectifs choisis. Pour la mise en œuvre des objectifs mentionnés ci-dessous, il faut impérativement la collaboration et l'adhésion des populations villageoises engagées et surtout avec le support de la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses services techniques régionaux. Ces objectifs pourraient permettre :

- Développement des plans de gestion intégrée (activités humaines, conservation d'habitats et leur biodiversité) pour les différentes zones du Delta, appuyés par les bases de données citées ci-dessous, et supportés par les populations villageoises engagées;
- Restauration des forêts inondables et leurs colonies nicheuses d'oiseaux d'eau;
- Développement de plans d'action pour la sauvegarde de certaines espèces d'oiseaux d'eau;
- Protection d'habitats humides d'une valeur spécifique;
- Etablir un bilan écologique en termes de biodiversité et présence modifiée après la mise en œuvre de barrages, pour trois zones humides d'étendue substantielle dans le bassin du fleuve Niger: Sélingué, Delta Mort et DIN.

L'observatoire écologique, proposée ci-dessus, pourrait comprendre pour les années à venir:

- la création d'un pool d'agents qualifiés, bien formés pour les objectifs spécifiques du programme de suivi;
- extension de la base de données pour la zone Débo-Korientzé et les lacs périphériques du DIN-nord avec une attention spéciale pour les colonies de nicheuses du bassin du fleuve (espèces riveraines);
- création d'une base de données sur l'évolution des forêts inondables existantes et à restaurer (croissance des troncs, hauteur, envergure, densité, effectif d'oiseaux nicheurs);
- mise au point d'une base de données pour le Delta Mort et pour Sélingué (lac de barrage et grand périmètre irrigué en aval du barrage);
- une stratégie de suivi à coût raisonnable (cost-effective) pour les zones ci-dessus citées à travers l'observatoire écologique fournissant de données pertinentes en vue d'établir les relations possibles entre les grandes et petites zones humides.

Avec le PDD-DIN, les mêmes opérations sont programmées et couvrent tant les espèces migratrices que les africaines.

Couvrant la période hors reproduction / d'hivernage

☒ Aucun plan de surveillance en place

44. Votre pays a-t-il aidé techniquement ou financièrement d'autres Parties ou d'autres Etats de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés et à développer leurs capacités afin de recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau ? (Résolution 5.2)

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

> Le Mali a toujours été soutenu par les partenaires cités plus haut. Au regard des contraintes financières, le pays ne dispose pas de ressources pour satisfaire ces besoins.

45. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour l'établissement d'un protocole de surveillance des oiseaux d'eau ?

☒ Non

Expliquez-en les raisons. Quelles directives avez-vous suivi à la place ?

› Au départ le système n'était pas réellement bien compris, seules les fiches de collecte et les rapports techniques étaient élaborés. Nous reconnaissons maintenant toute son importance et dorénavant il sera utilisé pour la collecte, le traitement et la diffusion des données qui seront capitalisées pour le suivi permanent des oiseaux d'eau.

46. Des programmes de recherche ont-ils été mis en place dans votre pays au cours des 5 dernières années pour prendre en main les priorités de conservation des oiseaux d'eau en accord avec les stratégies et les plans ? (Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 3, Cible 3.3)

☒ Oui

Veuillez lister ces programmes et indiquer quelles priorités de l'AEWA ils prennent en main.

› Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN), dans sa phase de trois ans (2013-2015), il a réalisé le dénombrement des oiseaux d'eau dans quatre (04) sites: le complexe Débo, Walado, Korientzé (103.000ha), et la Plaine de Seri (48.000 ha) dans le but de la collecte des informations sur les espèces d'oiseaux d'eau, leur importance et leur distribution, en vue de créer une base de données pour la gestion durable des oiseaux d'eau et leurs habitats.

Les résultats attendus, axés sur la diversité des espèces, la taille des populations et la dispersion des oiseaux ont donné:

Un total de 58 espèces d'oiseaux d'eau, dont 49 espèces au Lac Débo, 36 espèces au Lac Walado, 38 espèces au Lac Korientzé et 43 espèces dans la Plaine de Seri.

L' effectif total est de 84.717 oiseaux.

47. Liste (ou liens vers listes) des recherches effectuées sur les oiseaux d'eau et leur conservation, ou résultats publiés au cours de ces trois dernières années (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 3.5)

› Bouba FOFANA/PDD-DIN: Mars 2014: Rapport de Dénombrement des Oiseaux d'Eau dans le Delta Intérieur du Niger au mois de Février 2014 (Résultats du dénombrements des oiseaux d'eau dans les lacs Débo, Walado, Korientzé et la Plaine de Seri)

48. Votre gouvernement a-t-il fourni des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau, au niveau international ou national ? (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 3.1)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› Le pays a toujours effectuer les DOEA avec l'ONCFS et Wetlands International. Depuis 2008, avec l'ONCFS les activités sont arrêtées pour des contraintes financières. Avec Wetlands International basé à Sévaré et le PDD-DIN (Projet de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger des recensements. La DNEF, contribue surtout en mettant des cadres techniques pour la réalisation du recensement. A part ces interventions, le Maline dispose par de ressources financières, toutefois la DNEF a toujours contribué en affectant un véhicule pour les voyages des techniques sur les sites de recensement.

49. Les effets des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau ont-ils été examinés dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12)

☒ Non

Existe-t-il le projet d'examiner l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans votre pays ?

☒ Non

Veuillez en indiquer la ou les raison(s).

› Pratiquement il n'y a pas eu de recherche pour examiner les effets de plomb de pêche sur les oiseaux d'eau. Nous avons la volonté de mener l'activité, cependant, au stade actuel, il n'existe pas de spécialiste au niveau national, et il manque des outils pour mener l'examen de l'impact des plombs et avoir des résultats satisfaisants.

Vous pouvez, à titre facultatif, fournir des informations supplémentaires sur la section 7. Recherche et Surveillance

› Nous sommes intéressés d'avoir de la documentation technique et des outils pour apprendre les techniques, si le Secrétariat pouvait nous les octroyer.

Pressions subies et réponses

8. Éducation et Information

8.1. Communication, éducation et sensibilisation du public

50. Votre pays a-t-il élaboré et mis en œuvre des programmes destinés à accroître la sensibilisation et la compréhension concernant les questions de conservation des oiseaux d'eau migrateurs et l'AEWA ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.3, et Plan d'action de l'AEWA, paragraphes 6.1-6.4, Résolution 3.10, Résolution 5.5)

☒ Oui et ils sont mis en œuvre

Veillez décrire les programmes de sensibilisation qui ont été élaborés.

Veillez télécharger des exemples pertinents de ce qui a été élaboré et ajouter les coordonnées de la personne à contacter pour chaque programme.

> Dans le cadre du projet « Contribution à la gestion des zones humides et des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger » il a été organisé trois cours nationaux sur le thème « Renforcement des connaissances pour une meilleure gestion des zones humides et des oiseaux d'eau ».

Dans le cadre du renforcement des capacités des communautés riveraines, des sessions de formations suivies de campagnes de sensibilisation sont organisées à leur intention. Au cours de ces interventions les objectifs de l'AEWA, de la CMS et de la Convention de Ramsar et sur la gestion rationnelle des zones humides et les oiseaux d'eau, sont exposés par les agents.

Un vaste programme multimédia d'information, d'éducation et de communication est élaboré et mis en œuvre. Il a pour cible les professionnels, les associations socioprofessionnelles, les populations riveraines des zones humides, les consommateurs et les dispensateurs de soins.

Le programme est-il spécifiquement axé sur l'AEWA et les dispositions de son Plan d'action ?

☒ Non

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Non, il concerne également, les objectifs de l'AEWA, de la CMS et de la Convention de Ramsar et sur la gestion rationnelle des zones humides et les oiseaux d'eau, sont exposés par les agents.

Le programme multimédia d'information, d'éducation et de communication qui est élaboré et mis en œuvre a pour cible les professionnels, les associations socioprofessionnelles, les populations riveraines des zones humides, les consommateurs et les dispensateurs de soins.

51. Votre pays a-t-il désigné un correspondant national de l'AEWA pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ? (Résolution 5.5)

☒ Oui

Le correspondant national CESP fait-il partie du secteur gouvernemental ou non- gouvernemental ?

☒ Gouvernemental

Le correspondant national CESP a-t-il démarré la coordination nationale de la mise en œuvre de la Stratégie de communication et/ou a-t-il aidé au processus de révision de la Stratégie de communication ?

☒ Non

Veillez en donner les raisons.

> Malgré la volonté du Service et le correspondant, pratiquement il n'existe pas de moyens adéquats pour la mise en œuvre de la stratégie de communication qui doit s'étendre sur l'ensemble du pays

Comment s'opère la coopération entre le correspondant national CESP de l'AEWA et celui de Ramsar ?

☒ Il y a une coopération très étroite.

Champ pour informations supplémentaires (facultatif)

> Pour ce qui concerne cette rubrique, les deux points focaux AEWA et Ramsar travaillent en synergie avec le correspondant national CESP.

52. Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre au cours des trois dernières années les dispositions se rapportant au chapitre « Education et Information » du Plan d'action de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 6.1-6.4)

☒ Oui

Veillez indiquer quelles mesures ont été prises :

a. Des programmes de formation nationaux ont été mis en place pour le personnel responsable de la mise en œuvre de l'AEWA

☒ Oui

Comment évaluez-vous l'efficacité des mesures ?

☒ Élevée

Veuillez donner des précisions.

> Dans le cadre du suivi des activités au niveau de la DNEF, les activités de sensibilisation, communication sont d'une importance capitale pour la gestion durable des ressources naturelles. Des thématiques sur les zones humides et les oiseaux d'eau migrateurs des émissions sont régulièrement faites au niveau de la radio nationale et communautaire. Un exemple concret en est la journée mondiale sur les oiseaux qui a été animée par le point focal et le coordinateur CEPS.

b. Des programmes et du matériel de formation ont été développés en coopération avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'Accord

☒ Oui

Comment évaluez-vous l'efficacité des mesures ?

☒ Moyenne

☒ Autre

> Le Point Focal reçoit annuellement les affiches et autocollants et des cartes pour l'animation de la journée mondiale sur les oiseaux d'eau migrateurs. Ces supports sont mis à la disposition des communicateurs (radio), des cadres et des élèves

Veuillez donner des précisions.

> Avec Wetlands International

c. Des informations et des ressources de formation se rapportant à l'AEWA ont été échangées avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'Accord

☒ Oui

Comment évaluez-vous l'efficacité des mesures ?

☒ Moyenne

Veuillez donner des précisions.

> Avec Wetlands International, et l'Accord, le service reçoit des matériels de sensibilisation qui sont d'importance capitale dont les acteurs tirent des profits.

d. Des campagnes spécifiques de sensibilisation du public ont été menées pour la conservation des populations figurant au Tableau 1

☒ Oui

Comment évaluez-vous l'efficacité des mesures ?

☒ Élevée

☒ Autre

Veuillez donner des précisions.

> Comme stipulé plus haut, c'est avec les supports mis à notre disposition que les campagnes de sensibilisation sont réalisées à l'intention du monde scolaire et rural. Au cours de ces campagnes il y a aussi la diffusion des textes législatif et réglementaires relatifs aux zones humides et les oiseaux d'eau migrateurs.

53. Des activités de célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM) ont-elles eu lieu dans votre pays au cours des trois dernières années ? (Résolution 5.5)

☒ Oui

Veuillez décrire brièvement l'activité ou les activités et télécharger des documents illustratifs, liens ou photos s'y rapportant.

> Durant les trois années, nous avons toujours reçu des supports de sensibilisation comme les affiches, les autocollants et les cartes avec l'effigie de l'Accord. Ces documents bien qu'insuffisants car il y a trop de demandeurs sont très utiles pour la sensibilisation. Le Point Focal AEWA et les autres points focaux et la presse orale (ORTM) développent des débats qui sont diffusés tous les lundi matin à partir de 11h.

54. Votre pays a-t-il fourni un financement et/ou un autre soutien, suivant la nécessité (par ex. expertise, réseau, compétences et ressources) afin d'assurer la mise en œuvre de la Stratégie

de communication. Veuillez prendre en compte le financement à la fois national et international, et différents types de soutien fournis. (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.1 et Résolution 3.10, Résolution 5.5)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› Manque de financement

55. Dans la Résolution 3.10, la Réunion des Parties encourage les Parties contractantes à mettre en place des Centres d'échange d'informations sur l'AEWA pour leurs régions respectives. Votre pays a-t-il envisagé ou est-il intéressé par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA ? (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 2 & Résolution 3.10)

☒ Il l'envisage actuellement

Donnez des détails sur la réponse apportée ci-dessus

› Oui, le Mali en tant que l'un des Centres d'accueil des oiseaux du Paléarctique et l'Eurasie ne pourrait être en marge. Il est intéressé par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA. Toutefois, pour la création d'un complexe du genre cela nécessite bien des efforts qu'il ne peut à lui seul prendre en charge. Animé de la volonté de contribuer à la mise en place de ce Centre, le Mali souhaite accompagné par l'Accord, la CMS, la CDB, Wetlands International, la Convention de Ramsar et l'UICN

Pressions subies et réponses

9. Mise en œuvre

57. Votre pays a-t-il contacté des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord ? (Résolution 3.10)

Ne rendez compte que des activités effectuées au cours des trois dernières années

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› Bien que le sujet soit une préoccupation de l'AEWA, nous pensons que les Parties concernées en tant qu'Etats Souverains doivent être invités en qualité d'observateurs par l'AEWA pour récolter des enseignements d'une MOP.

58. Votre pays a-t-il apporté son aide à /développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, comme disposé dans les Priorités internationales de mise en œuvre (IIP) de l'AEWA pour la prochaine période triennale ? (Résolution 5.3)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› Des dispositions idoines seront prises pour développer des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord. Toutefois, face à l'importance du sujet, il est nécessaire de fournir un soutien au Mali.

59. Votre pays a-t-il alloué des fonds au Fonds de petites subventions (SGF) au cours de la dernière période triennale ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 5, Cible 5.4)

☒ Non

Expliquez-en les raisons

› Le Mali ne dispose pas de Fonds pour faire face à cette préoccupation.

60. Votre pays a-t-il alloué d'autres fonds ou fourni un soutien en nature à des activités coordonnées par le Secrétariat ?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons.

› La volonté politique existe, mais les contraintes financières font qu'il n'est pas possible de faire face au problème.

61. Votre pays a-t-il établi un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA, éventuellement relié à des mécanismes de coordination nationale pour d'autres accords multilatéraux environnementaux (AME) sur la biodiversité ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 5, Cible 5.7)

☒ Oui mais il n'est pas opérationnel

Expliquez-en les raisons

› La République du Mali a signé et ratifié plusieurs Accords et Conventions. Parmi ceux-ci on retient : « la Convention de Bonn sur les Espèces Migratrices (CMS), la Convention de RAMSAR sur les zones humides d'importance internationale, la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), et l'Accord sur les Oiseaux Migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUC), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention sur la diversité biologique (CDB). Toutefois les points focaux nationaux se trouvent en synergie au niveau de l'AEDD, pour faire face aux problèmes environnementaux, aux engagements et obligations du pays vis à vis de la communauté Universelle et des conventions, accords, traités internationaux.

62. Votre pays a-t-il conclu ou envisagé de conclure un programme de jumelage de sites avec d'autres pays, sites accueillant les mêmes oiseaux d'eau migrants ou connaissant les mêmes problèmes de conservation ? (Résolution 5.20)

☒ Oui

Veuillez fournir des précisions sur chaque disposition de jumelage.

› Le Programme du DOEA était un organe de coordination qui mettait en synergie les pays de l'Afrique de l'Ouest et de la France (ONCFS) Wetlands International dans le cadre du suivi permanent des oiseaux d'eau migrants, son interruption a beaucoup joué sur le programme. Il était en sorte un véritable programme de

jumelage qui mettait en relief les forces et les faiblesses des Etats d'accueil des oiseaux d'eau migrateurs. Il y a un besoin urgent aujourd'hui de reprendre ce programme qui était non seulement un organe de renforcement des capacités, mais aussi de motivation et d'inspiration. Compte tenu de son importance, le Mali ne ménagera aucun effort pour établir le jumelage avec le Burkina Faso qui partage avec le Mali la mare du Sourou.

63. Les fonctionnaires de votre gouvernement, responsables de la mise en œuvre de l'AEWA, assurent-ils une bonne coordination et participent-ils à des processus nationaux en vue de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'exécution du Plan stratégique 2011-2020 de la CDB, notamment les objectifs d'Aichi ?

☒ Oui

Veillez donner des précisions.

> Il existe au niveau de toutes les Directions Régionales en charge de la protection des zones humides et de leurs composantes (faune et flore), des responsables pour le suivi écologique et de surveillance des oiseaux d'eau migrateurs.

Le Point Focal de la CDB en synergie avec les Points Focaux de la CMS, AEWA, Ramsar sont mobilisés pour la mise en œuvre et de l'évaluation de l'exécution du Plan Stratégie 2011-2020 de la CDB.

Un cadre de concertation avec d'autres convention telles que la Convention sur le Changement Climatique et la Convention Cadre sur la Désertification est opérationnel au niveau de l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD).

64. Comment votre pays pourrait-il encourager les liens entre les AME pour la biodiversité, dont il est Partie contractante, à des fins de travail plus efficace ?

> Il faut dynamiser les cadres de concertation entre toutes les Parties et les populations, seule gage de renforcer les AME pour la biodiversité. En d'autres termes, il faut renforcer la capacité de toutes les structures et les acteurs concernés par la gestion des oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats. Ensemble il sera dégagé un véritable système de suivi écologique et de surveillance des oiseaux d'eau migrateurs

Pressions subies et réponses

10. Changement Climatique

65. Veuillez exposer les recherches et évaluations ayant trait au changement climatique et/ou les mesures d'adaptation qui sont importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs, et qui ont été réalisées ou sont prévues dans votre pays. (Résolution 5.13)

a. Recherches et études sur les effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau

☒ Réalisées

Veuillez fournir des références ou des liens Internet relatifs à ce genre de travail afin de faciliter leur utilisation à titre d'études de cas possibles pour aider d'autres Parties contractantes.

> NOTRE ENVIRONNEMENT/La Gestion des Ressources Naturelles/ Magazine du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement N°30, juin 2013:

- Les opportunités du partenariat public- privé;
- Les changements climatiques;
- Le tracé de la grande muraille verte au Mali

b. Evaluation de la vulnérabilité potentielle au changement climatique des habitats clés utilisés par les espèces d'oiseaux d'eau (y compris ceux situés en dehors des réseaux de sites protégés) Note : Veuillez noter que cette question porte sur les habitats et non sur les sites. La question 22 de la section 5, sous-section 5.2 porte sur la vulnérabilité des sites face au changement climatique.

☒ Prévue

Veuillez donner des précisions.

> Les changements climatiques (CC) représentent un très grand défi pour le Mali. Ils touchent et menacent déjà des secteurs clés des secteurs pour le développement du pays: l'eau, l'agriculture, l'élevage, la pêche, les forêts (faune) et la santé. Le pays reste tributaire de sa capacité à faire face à ce nouveau défi et à utiliser les possibilités qu'il offre quant à l'accès à des technologies propres et durables.

Pour faire face à la pression des changements climatiques et de leurs impacts vécus des stratégies et initiatives éparses et variées sont actuellement menées par les secteurs concernés avec plus ou moins de réussite (Secteur de l'eau, de l'agriculture, de la santé...).

L'intégration de ces efforts dans une dynamique globale de la lutte contre les changements climatiques, avec une feuille de route précise où les priorités sont définies et où les complémentarités sont identifiées et encouragées reste toutefois nécessaire. D'où le besoin d'une politique nationale, d'une stratégie nationale et d'un plan d'action en matière de changements climatiques.

Le projet "Stratégie Nationale Changements Climatiques Mali (SNCC. Mali)" s'intègre dans cette démarche. Il a pour objectif de permettre au Mali d'avoir, de façon participative et consensuelle, une Stratégie Nationale CC

c. Evaluation de la vulnérabilité des espèces d'oiseaux d'eau face au changement climatique.

☒ Prévue

Veuillez donner des précisions.

> La République du Mali a signé et ratifié plusieurs Accords et Conventions relatifs aux zones humides. Parmi ceux-ci on retient : « Convention de Bonn sur les Espèces Migratrices (CMS), Convention de RAMSAR sur les zones humides d'importance internationale, Convention sur la Diversité Biologique, et l'Accord sur les Oiseaux Migrateurs d'Afrique-Eurasie. En plus de ces accords et Conventions Internationales, le Mali dispose de son propre Plan National d'Action Environnemental (PNAE), Plan National de Lutte Contre la Désertification (PNLCD), Politique Nationale de l'Eau et Politique Nationale de Conservation de la Biodiversité. Le Programme National des Zones Humides viendra renforcer ces plans et ces politiques.

Le Mali a ratifié la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB), le 24 juin 1994. En application de l'article 6 de cette convention, le Gouvernement du Mali, par un large processus participatif, a élaboré en 2001 une Stratégie Nationale assortie d'un Plan d'Actions pour la conservation de la diversité biologique.

Depuis cette date, le Mali a régulièrement fait le point de l'état de mise en œuvre de la convention à travers 5 rapports nationaux. C'est ainsi que le dernier rapport, transmis au Secrétariat de la Convention CDB en 2014, a permis d'évaluer les progrès accomplis dans la poursuite des objectifs, sur la base de l'analyse de l'état et des tendances actuels de la diversité biologique et des mesures prises pour appliquer la Convention au niveau national. Il a aussi permis d'examiner les efforts supplémentaires qui nécessitent d'être fournis..

d. Étude des politiques nationales de conservation importantes pour les oiseaux d'eau et le changement climatique.

☒ Prévues

Veuillez donner des précisions.

> Parmi les 19 objectifs nationaux de la Stratégie Nationale, trois prennent en compte la faune dont les espèces d'oiseaux et leurs habitats, entre autres :

Objectifs 10: d'ici 2018, au moins 15% de la superficie totale du pays, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique, sont conservés au moyen d'un réseau écologiquement représentatif et bien relié d'aires protégées gérées efficacement;

Objectifs 11: d'ici 2020, la faune et la flore menacées d'extinction, sont connues et des mesures seront prises pour leur préservation et leur restauration dans des zones identifiées;

Objectif 14: d'ici 2020, la résilience des écosystèmes est améliorée grâce à des mesures d'adaptation et d'atténuation face aux effets néfastes des changements climatiques et des mesures de lutte contre la désertification

e. Plan d'action national pour aider à l'adaptation des oiseaux d'eau au changement climatique (en tant que processus de mise en œuvre séparé ou en tant qu'élément d'un plus large cadre national pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique). Note : Veuillez noter que la question 23 de la section 5, sous-section 5.2, porte sur les mesures nationales en vue d'accroître la résistance du réseau écologique pour les oiseaux d'eau face au changement climatique.

☒ Prévu

Veuillez donner des précisions.

> Le Gouvernement malien, a toujours affiché sa volonté pour la protection et la gestion durable des ressources naturelles en général et celles des zones humides en particulier. Cela est vérifiable par les nombreux Conventions et Accords que le Mali a signé et ratifié. Les institutions nationales et internationales qui ont évolué ou évoluant dans le domaine des zones humides ont comme principal partenaire national la Direction National de la Conservation de la Nature.

Malgré ces Conventions et Accords et des actions des institutions partenaires, très peu d'actions à hauteur de souhait ont été menées dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles des zones humides. Ce qui justifie l'élaboration du présent >.

Parmi les expériences de gestion des zones humides au Mali y figurent les actions entreprises par les organismes partenaires comme Wetlands International basé depuis 1998 à Sévaré (Mopti). Wetlands à contribuer en étroite coopération avec les autorités maliennes, à la gestion durable d'une des zones inondables les plus importantes dans le Delta Intérieur du Niger en appliquant une planification intégrée du développement local et la mise en place des outils nécessaires à la constitution de base de données écologiques, hydrologiques et socio-économiques. Ce projet continu d'être exécuté en collaboration avec les communautés villageoises, A&W, RIZA-RWS et Alterra

Des résultats encourageants ont été obtenus par ce projet parmi lesquels il faudra citer :

a) Le renforcement des capacités nationales sur l'utilisation rationnelle et la conservation des ressources naturelles, particulièrement les zones humides et leur biodiversité ;

b) L'implication des populations locales, autorités locales et régionales dans le planning et l'exécution des activités d'utilisation rationnelle et de conservation des zones humides ;

c) La Conservation et restauration de plusieurs forêts inondées dans le Delta Intérieur du Niger ;

d) La Conservation et Restauration, des pâturages inondés de bourgou dans le Delta Intérieur du Niger ;

e) L'inventaire initial et suivi des oiseaux d'eau dans le Delta Intérieur du Niger y compris des recensements aériens ;

f) L'évaluation des possibilités d'utilisation des oiseaux d'eau comme bio-indicateurs de la santé écologique du Delta Intérieur du Niger ;

g) L'évaluation des potentialités socio-économiques des ressources naturelles en relation avec la crue. Les effets de la crue sur les productions primaires et secondaires et sur l'exploitation des oiseaux d'eaux et leur commercialisation

h) La Sensibilisation du grand public à travers des programmes spéciaux de sensibilisation et d'éducation environnementale.

D'autres actions non moins importantes ont été menées par l'UICN, l'IRD (recherche sur l'hydrologie, la migration des poissons dans le Bassin du fleuve Niger y compris le Delta Intérieur du Niger). Near East Foundation (programme d'appui à la conservation et à la gestion durable des ressources naturelles en 5ème Région), GAE-Walia (Education Environnementale), WWF (développement d'initiatives pour l'ensemble du Bassin du Niger)

Les plus récentes activités s'inscrivent parmi les actions du Ministère de l'Environnement qui ayant inscrit l'élaboration d'une Politique Nationale pour les Zones Humides dans le Programme Gouvernemental au titre du premier semestre 2003. Pour y parvenir le Ministère de l'Environnement avait mis en place une Commission Nationale chargée de la conduite du processus d'élaboration de la Politique Nationale des Zones Humides du Mali.

Cette Politique Nationale pour les Zones Humides du Mali a été adoptée lors de la Session Ordinaire du Conseil des Ministres du jeudi 11 septembre 2003.

D'importantes activités restent à suivre. Il s'agira de :

- La mise en place des Comités RAMSAR à tous les niveaux (National, Régional et Local) ;
- L'élaboration des plans d'actions régionaux ;
- La définition d'un Plan d'Action National en vue de la finalisation du processus itératif impliquant la base.

Le Programme National des Zones Humides du Mali fonde l'espoir de pouvoir aider le pays dans la lutte contre la pauvreté qui est un des objectifs primordiaux du Gouvernement du Mali et des partenaires bailleurs de fonds internationaux et des conventions. Il aidera à la mise en œuvre d'importantes recommandations de la convention de RAMSAR y compris l'inventaire des zones humides du Mali et la promotion de leur utilisation rationnelle. De la même façon, la Convention sur la Diversité Biologique sera concernée à travers l'utilisation rationnelle des ressources naturelles des zones humides. La Convention sur les Espèces Migratrices et l'Accord sur les Oiseaux Migrateurs Afrique Eurasie seront assistés à travers les Plans d'action pour les différentes espèces migratrices et la protection de leurs habitats et la CITES à travers les plans d'action pour les espèces menacées d'extinction.

f. Autres activités pertinentes entreprises ou prévues.

☒ Oui

Veuillez spécifier lesquelles et apporter des précisions. Veuillez fournir des références ou des liens Internet relatifs à ce genre de travail afin de faciliter leur utilisation à titre d'études de cas possibles pour aider d'autres Parties contractantes.

> La proposition de projet intitulée « Réseaux des voies de migration résilientes au changement climatique dans la voie de migration d'Afrique-Eurasie » qui concerne trois pays africains : le Mali (Afrique de l'Ouest) ; l'Ethiopie (Afrique de l'Est) et le Gabon (Afrique Centrale). Il est en cours d'élaboration par Wetlands International en collaboration avec le Secrétariat PNUE / AEWA pour soumission à l'Initiative Internationale sur le Climat (IKI) du Ministère fédéral allemand pour l'environnement, la conservation de la Nature, du bâtiment et de la sûreté nucléaire (BMUB). Cette proposition procède de l'importance reconnue au plan international, des zones humides du Mali, notamment le Delta Intérieur du Niger, comme centres d'accueil des oiseaux d'eau du Paléarctique et de l'Eurasie.

Ainsi, le projet est conçu pour fournir un cadre stratégique d'intégration des voies de migration dans les politiques nationales existantes, ou à venir, liées à l'adaptation au changement climatiques, et pour l'application des principes énoncés dans la résolution de l'AEWA 5.13 au niveau national ainsi qu'au niveau des sites retenus.

66. Votre pays a-t-il utilisé les lignes directrices de l'AEWA sur les mesures nécessaires pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique?

☒ Non

Veuillez en expliquer les raisons. Quelle autre orientation a été utilisée à la place ?

> Vue l'importance des lignes directrices de l'AEWA dans la collecte, le traitement et la diffusion des données de base sur les oiseaux d'eau, le Mali à travers le Delta Intérieur du Niger qui fait de lui l'un des sites d'importance internationale d'accueil des oiseaux d'eau migrateurs, s'en servirait désormais pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique

Pressions subies et réponses

11. Influenza aviaire

67. Au cours de ces trois dernières années, quelles sont les difficultés auxquelles votre pays a eu du mal à répondre dans le cadre de la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et quelles sont les lignes directrices ou informations qui pourraient l'aider ?

67.1 Faites la liste des difficultés

> - L'appui technique et financier;
- L'insuffisance d'information sur les filières d'exploitation des oiseaux d'eau migrateurs;
- la baisse du niveau d'eau dans les sites d'accueil des oiseaux d'eau migrateurs due au changement climatique. Ce facteur favorise les captureurs à se rendre facilement dans les zones de gagnages des oiseaux. Les captures sont faites durant la nuit ce qui handicape les agents qui ne peuvent se rendre dans les zones de capture et de chasse;
La grande distribution des pièges composés de filets qui sont observés partout dans le Delta;
La non adhésion souvent des mareyeuses qui sont bien fournies par les braconniers;
Le manque de moyens de surveillance (pinasse, moto, moyens de visé (jumelles, télescope, appareil photo et d'enregistrement);
Le manque de matériels de prélèvement (kits+ les matériels de froid);
Le faible niveau de formation des agents et des populations sur les oiseaux et sur la maladie;
Pour la formation à distance, procéder à la dotation des agents par des matériels pédagogiques spécifiques sous forme électronique (ordinateur, clé USB, internet).

67.2 Liste des conseils ou informations souhaités

> 1. Comment minimiser le risque de contamination entre les oiseaux d'eau migrateurs et la volaille dans une zone aussi vaste comme le Delta Intérieur du Niger (30.000 Km²);
2. Comment mettre en place et renforcer le système d'alerte précoce?

67.3 Champ pour informations supplémentaires (optionnel)

> Par ailleurs vu, l'enjeu économique et social de la filière avicole et vu la mondialisation de l'épizootie il existe un dispositif législatif et réglementaire. On note :

L'arrêté interministériel n° 06-0239 /MIC-MEF-MEP-MSIPC du 10-2-2006 portant interdiction temporaire d'importation de volailles et produits avicoles ;

L'arrêté n°05-2703-MEP -SG du 16-11 -2005 fixant les dispositions pratiques à prendre dans le cadre de la lutte contre la grippe aviaire ;

La loi n°01-022 du 31 -5- 2001 régissant la répression des infractions à la police sanitaire des animaux sur le territoire du Mali.

Revue des mesures officielles prévues dans le cadre de la lutte contre la grippe aviaire

Le Mali se situe dans une zone à risque, le Delta Central Nigérien et le bassin du fleuve Sénégal étant des territoires d'accueil des oiseaux migrateurs. Aussi, dès l'apparition des premiers foyers de Grippe aviaire en Asie du Sud-Est et en Europe, le Ministère de l'Elevage et de la Pêche a pris contact avec la FAO, l'Organisation Mondiale de la Santé Animale et des partenaires au développement tels que l'USAID, l'Union Européenne en vue d'identifier et de mettre en œuvre les mesures de prévention de cette maladie

La GAHP est une maladie exotique au Mali, mais le risque d'introduction dans notre pays est réel compte tenu d'un certain nombre de facteurs :

pays voisins ou frontaliers infectés (Côte-d'Ivoire, Burkina Faso, Niger).

présence de vastes zones d'accueil des oiseaux migrateurs dans le Delta Central du Niger et le bassin du fleuve Sénégal,

importations d'oiseaux et de produits avicoles.

L'introduction et la propagation de la grippe aviaire au Mali pourraient décimer le cheptel aviaire (domestique et sauvage) avec des conséquences socio-économiques, et écologiques.

Il convient de rappeler que le Mali a mis en place le 31 mai 2001 la Loi n°01-022 régissant la répression des infractions à la police sanitaire de la République du Mali et son décret d'application (Décret n° 01-339/P-RM du 09 d'août 2001). Le Mali avait aussi par Arrêté interministériel n° 04-0596/MIC/MEF/MAEP-SG du 18 mars 2004, interdit toute importation de viande de poulet.

Ce dispositif législatif et réglementaire a été complété le 10 février 06 par l'Arrêté interministériel N° 06-0239/MIC-MEF-MEP-MSIPC portant interdiction de l'importation de volaille ou de produits de volaille de tout pays suspect de grippe aviaire.

DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La gestion de la grippe aviaire est faite dans le cadre d'un dispositif législatif et réglementaire, à savoir :

- la loi n° 01-022 du 31 mai 2001 régissant la répression des infractions à la police sanitaire des animaux sur le territoire de la République du Mali ;

- le décret n° 01-339/P-RM du 09 août 2001 modifié, fixant les modalités d'application de la loi n° 01-022 du 31 mai 2001 portant répression des infractions à la police sanitaire des animaux sur le territoire de la

République du Mali ;

l'arrêté interministériel N° 06-0239 /MIC-MEF-MEP-MSIPC du 10 février 2006 portant interdiction temporaire d'importation des oiseaux et produits avicoles.

l'arrêté N° 05- 2703/MEP-SG du 16 novembre 2005 fixant les dispositions pratiques à prendre dans le cadre de la lutte contre l'influenza (grippe aviaire)

Sur le plan institutionnel, un Comité Technique de Coordination pour la lutte contre la grippe aviaire en République du Mali (CTC) a été créé par la décision N°0116/MEP-SG du 24 octobre 2005. Ce Comité est doté d'un Secrétariat Technique Permanent.

Au niveau régional et local, des Comités de Veille sont créés.

Pour des besoins d'harmonisation et de coordination, le programme de prévention et de lutte contre la grippe aviaire à moyen et long terme sera exécuté sous l'autorité du Ministre de l'Elevage et de la Pêche

12. Confirmation

Confirmation de la vérification des informations et de l'approbation de la soumission

Veillez confirmer :

En outre, vous pouvez joindre une copie scannée d'une lettre officielle provenant de l'institution nationale compétente approuvant la soumission du rapport.

☒ Je déclare que les informations fournies dans ce rapport sur la mise en œuvre de l'AEWA pour la période 2012-2014 ont été vérifiées et que la soumission du rapport a été approuvée par l'institution nationale compétente.

Date de soumission

> 11 Mai 2015